

IL A AFFECTÉ UNE VISITE DE TRAVAIL ET D'INSPECTION
DANS LA WILAYA DE BECHAR

Tebboune inaugure des projets stratégiques

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a achevé jeudi soir une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Béchar où il a inspecté, inauguré et lancé des projets socio-économiques stratégiques reflétant la volonté de l'Etat de réaliser un développement intégré dans le Sud du pays. P 3



IL A SIGNÉ UN MÉMORANDUM
AVEC «CHINGUITY PHARMA»

**Le Groupe Saidal à la
conquête du marché
mauritanien** P 2

EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

**L'Agence «Alnaft» obtient
des titres miniers pour sept
périmètres** P 4

CONTRIBUTION
LA VISION DE DÉVELOPPEMENT
DURABLE ET INTÉGRÉ DU PAYS

**Pour une Algérie nouvelle,
forte et prospère** P 3

Par Abderrahmane Hadeif

EXPORTATIONS HORS
HYDROCARBURES
**Signature de deux
contrats d'une
valeur de 5 millions
de dollars avec une
société saoudienne**

Deux contrats ont été signés, jeudi, avec la société saoudienne "Goody" pour l'exportation des produits agricoles et alimentaires algériens, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Les deux conventions signées au siège du ministère, sous la supervision du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, s'inscrivent dans le cadre du renforcement de "la présence des produits nationaux sur les marchés du Golfe", ajoute le communiqué. Le premier contrat a été signé avec l'entreprise algérienne "Houkoul El Janoub", filiale du groupe Souakri pour l'exportation de la tomate cerise pour une valeur annuelle de 3 millions de dollars. Quant au deuxième contrat, il a été signé avec le groupe "LaBelle" pour l'exportation de ses produits alimentaires pour une valeur annuelle de 2 millions de dollars, souligne le communiqué.

IL A SIGNÉ UN MÉMORANDUM AVEC «CHINGUITTY PHARMA»

Le Groupe Saidal à la conquête du marché mauritanien

Le groupe Saidal a signé, jeudi dernier à Alger, un mémorandum d'entente commercial avec le groupe mauritanien «Chinguitty Pharma», visant à renforcer la coopération entre les deux parties dans plusieurs domaines, notamment l'approvisionnement du marché mauritanien en médicaments algériens.

Synthèse S R.

La convention a été paraphée par la Présidente directrice générale (PDG) par intérim de Saidal, Mme Soraya Sebbah, et le directeur général du groupe mauritanien, activant dans la distribution de médicaments et de dispositifs pharmaceutiques et médicaux, M. Amar Mohamed Najem, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Koudiri. S'exprimant à la presse à cette occasion, le directeur du département exportation de Saidal, M. Othmane Meddad, a précisé qu'en vertu de cette coopération, le groupe public algérien exporterait, dans un premier temps, ses produits pharmaceutiques vers le groupe «Chinguitty Pharma», qui se chargera de leur com-

mercialisation et promotion sur le marché mauritanien». Le groupe Saidal accompagnera, en seconde phase, les projets industriels du groupe mauritanien, en mettant à sa disposition son expertise et son soutien technique et industriel, notamment pour la réalisation d'une unité de production de solutions pharmaceutiques ainsi qu'un projet de conditionnement et d'emballage en Mauritanie. Cette unité permettra de conditionner les produits semi-finis exportés par Saidal, selon les explications fournies lors de la cérémonie de signature. Dans ce cadre, M. Najem a salué cette coopération qui, a-t-il dit, constitue «le fruit de longs débats entre les deux entreprises», soulignant qu'elle s'inscrit dans le cadre de «la politique des deux pays ayant pour objectif la complémentarité et le ren-

forcement de la coopération commune dans de nombreux domaines». De son côté, le député et président de la Fédération mauritanienne de la santé, Sidi Mohamed Ould Sidi a souligné que ce mémorandum commercial visait à «mettre en œuvre la politique des dirigeants des deux pays et leur volonté de développer les relations politiques et économiques» bilatérales, faisant observer que «la route frontalière Tindouf-Zouerate permettra de renforcer davantage ces liens». Notons que le groupe «Chinguitty Pharma» compte parmi les principaux acteurs du secteur de la santé en Mauritanie et en Afrique de l'Ouest et qu'il est le premier à avoir obtenu une autorisation pour la réalisation d'une usine de fabrication de médicaments en Mauritanie.

INCITATION À LA SPÉCULATION ILLICITE SUR LA POMME DE TERRE

Quatre individus placés en détention provisoire

Le Pôle pénal national de lutte contre les crimes liés aux technologies de l'information et de la communication près la Cour d'Alger a placé quatre (4) individus en détention provisoire pour délit d'incitation à la spéculation illicite sur la pomme de terre via les réseaux sociaux, indique, jeudi, un communiqué du Par-

quet de la République. "En application des dispositions de l'article 11, alinéa 3, du Code de procédure pénale, le Parquet de la République près le pôle pénal national de lutte contre les crimes liés aux technologies de l'information et de la communication, porte à la connaissance de l'opinion publique que suite à la diffu-

sion de vidéos sur les réseaux sociaux montrant plusieurs personnes appelant au boycott de la récolte de la pomme de terre et menaçant d'agresser les camionneurs approvisionnant les citoyens en cette denrée, l'enquête préliminaire ouverte a abouti à l'interpellation des nommés (H.B), (A.A), (Ch.A) et (A.Dj)". Les

quatre individus ont été présentés, le 24 avril 2025, devant le Parquet près le Pôle pénal national et une information judiciaire a été ouverte à leur encontre pour les délits "d'incitation à la spéculation et de discours de haine au moyen des technologies de l'information et de la communication, de diffusion de publications susceptibles

de porter atteinte à l'intérêt national, d'incitation à la spéculation illicite, et de menace d'agression", ajoute la même source. "Après avoir auditionné les quatre (4) mis en cause en première comparution, le juge d'instruction a ordonné leur placement en détention provisoire", conclut le communiqué.

ACTIVITÉS MÉDICALES ET PARAMÉDICALES EXERCÉES PAR DES NON-PROFESSIONNELS

Le ministère du Commerce intérieur lance une opération nationale de contrôle

Par R E.

Les services du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national ont lancé, jeudi, une opération nationale de contrôle des activités médicales et paramédicales exercées par des non-professionnels, notamment les salons de coiffure et les instituts de beauté et de soins corporels, ainsi que les produits alimentaires importés illégalement. Dans une déclaration à l'APS, le conseiller du ministre chargé de la communication, Amine Amara a affirmé que cette opération d'inspection sur le terrain, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Tayeb Zitouni, visant à renforcer le contrôle des activités commerciales, pour préserver la santé et la sécurité des

consommateurs, "a abouti à des résultats significatifs, notamment la constatation de nombreuses infractions". Dans ce contexte, les mêmes services ont découvert des individus non qualifiés exerçant des activités médicales et paramédicales dans des salons de coiffure et de beauté et des centres de soins corporels. Dans le cadre de cette opération, l'équipe de contrôle a saisi à travers les différentes directions de commerce de wilayas des "quantités importantes" de produits alimentaires importés illégalement d'origine inconnue et des produits alimentaires périmés, ce qui constitue une menace directe pour la santé des consommateurs. Dans une déclaration à l'APS, le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, a salué cette initiative qui vise à mettre un terme à ces pratiques nocives pour la santé des consommateurs.

Zebdi a mis en garde contre les dangers de ces activités médicales et paramédicales exercées par des non-professionnels comme les soins esthétiques (laser, botox, mésothérapie...). Il a cité, en outre, la vente de lunettes, y compris solaires qui doivent être vendus exclusivement par des spécialistes ayant reçu une formation médicale en la matière. Concernant la vente de produits alimentaires importés illégalement, l'intervenant a relevé la dangerosité de leur consommation, au regard de la non-disponibilité des informations nécessaires sur les conditions de leur production et sur leur authenticité. Certains de ces aliments contiennent des composants nuisibles pour la santé, ou interdits par la charia, comme l'alcool, les viandes et les graisses porcines. De son côté, le Conseil national de l'ordre des médecins dentiste (CNODM) a apporté son soutien aux décisions du ministère du

Commerce intérieur, relatives au contrôle des activités médicales et para-médicales exercées par les non-professionnels, y compris le montage des dents sans autorisation. Selon ledit Conseil, "la réorganisation de ces activités en coordination avec les secteurs concernés et la mise en place de règlements juridiques claires pour leur exercice, représentent une étape sérieuse et responsable vers la protection du consommateur et le renforcement de la confiance de l'Etat en les institutions de l'Etat". Zitouni avait présidé, mardi passé, une réunion de coordination sur le contrôle du commerce, lors de laquelle, il a insisté sur l'élargissement du contrôle aux activités médicales et para-médicales exercées par les non-professionnels, les instituts de coiffure, de beauté et des soins corporels, appelant à réorganiser ces activités, en coordination avec les secteurs concernés.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IL A AFFECTÉ UNE VISITE DE TRAVAIL ET D’INSPECTION DANS LA WILAYA DE BECHAR

Tebboune inaugure des projets stratégiques

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a achevé jeudi soir une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Béchar où il a inspecté, inauguré et lancé des projets socio-économiques stratégiques reflétant la volonté de l'Etat de réaliser un développement intégré dans le Sud du pays.

Synthèse Sirine R

Le président de la République a entamé sa visite par l'inauguration et la mise en service du tronçon de la ligne ferroviaire Béchar-Abadla, sur une distance de 100 km. En effet, après avoir suivi un exposé technique détaillé sur ce projet stratégique, qui s'inscrit dans le cadre du mégaprojet ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, le président de la République a donné le coup d'envoi du premier voyage depuis la gare d'Abadla, qui est un véritable joyau architectural et un édifice moderne doté des commodités nécessaires pour assurer le confort des voyageurs.

A cette occasion, le président de la République a salué l'ensemble des travailleurs et cadres ayant contribué à cette réalisation, qui permettra d'exploiter la mine de Gara Djebilet, souhaitant que «le travail se poursuive sur cette lancée pour étendre la ligne ferroviaire jusqu'à la wilaya d'Adrar et d'El Meniaa jusqu'à Tamanrasset».

S'agissant du secteur des transports, le président de la République a annoncé l'élaboration prochaine d'une étude pour la réalisation d'un projet de tramway à

Béchar, comme celui de Ouargla, afin de fluidifier la circulation dans la ville.

«Nous allons renforcer davantage le transport ferroviaire à travers le territoire national», a assuré le président de la République, ajoutant que «le train atteindra Adrar d'ici fin 2026».

Le président de la République a ensuite procédé à la mise en service de la station de pompage Guetrani 2, l'un des plus grands projets inscrits dans le programme du président de la République pour le renforcement de la sécurité hydrique dans la wilaya, et la station d'épuration des eaux usées de Béchar, deux projets réalisés par des compétences algériennes.

Dans ce cadre, le président de la République a déclaré : «Nous avons opté pour la solution des transferts des eaux, compte tenu des défis posés par l'assèchement des barrages, des défis qui se sont intensifiés et qui sont confirmés par les études internationales». «Nous avons opté pour des solutions comme l'interconnexion des barrages afin de surmonter le problème du manque d'eau, notamment les barrages des régions Est et Centre, en sus de la solution du dessalement de l'eau de mer», a expliqué le président de la République. Il a, par ailleurs, souligné que la

station d'épuration des eaux usées d'une capacité de production de 55.000 m3/jour destinés à l'agriculture constitue «une réalisation majeure», insistant sur la nécessité de «lutter contre le gaspillage de l'eau, car l'avenir comporte de grands défis auxquels il convient de s'adapter». Le président de la République a en outre procédé à la pose de la première pierre du projet de complexe de production de concentré et de boulettes de minerai de fer dans la région de Toumiat à Béchar, dans le cadre du projet d'exploitation de la mine de Gara Djebilet.

Le secteur des sports n'a pas été en reste, le président de la République ayant lancé un complexe sportif comprenant plusieurs installations modernes, le premier du genre dans le Sud de l'Algérie.

Lors de cette visite historique, un accueil populaire chaleureux a été réservé au président de la République par les notables et les citoyens de la wilaya, qui sont allés spontanément à la rencontre du président de la République, démontrant ainsi l'adhésion des enfants de la région au projet d'édification d'un Etat fort et victorieux.

Comme lors de ses précédentes visites dans les wilayas du pays, le président de la

République a rencontré les notables et les représentants de la société civile de la wilaya de Béchar, qui ont affirmé que «l'Algérie, forte de son Président, de ses jeunes, de ses hommes et de ses femmes, est désormais victorieuse et souveraine dans ses décisions». Après avoir écouté leurs préoccupations, le président de la République a réitéré son engagement à améliorer les conditions de vie des citoyens.

«Nous avons réalisé et nous poursuivons la réalisation de différents projets touchant à la vie quotidienne des citoyens à travers l'ensemble du territoire national, en tenant compte des priorités que nous devons hiérarchiser», a-t-il dit, avant d'ajouter que «nous agissons en fonction de nos besoins, sans avoir recours à l'endettement extérieur», qui réduit au silence les voix lorsqu'il s'agit de «défendre les causes justes dans le monde comme les causes palestinienne ou sahraouie». Le président de la République a rappelé par ailleurs que le taux de croissance nationale frôle aujourd'hui les 4%, et il est éligible à la hausse, avant de souligner que la poursuite des efforts, en s'appuyant sur le dynamisme économique, réduira le taux de chômage.

INVESTISSEMENT

Général Emballage lance les travaux d’une grande usine à Naâma

Par Selma R.

Le groupe Général Emballage a officiellement lancé les travaux de réalisation d'une usine de fabrication de matière première pour carton ondulé dans la wilaya de Naâma. La cérémonie de pose de la première pierre s'est tenue jeudi dernier, en présence du wali Lounès

Bouzegzala, du PDG de Général Emballage Ramdane Batouche, ainsi que du Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekache. Cette usine – la plus grande du continent africain – sera implantée sur une superficie de 30 hectares. Elle sera spécialisée dans la production de pâte à papier et de pa-

pier à partir de matériaux recyclés, sous la conduite de la société Général Emballage. Dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook, l'AAPI indique que « ce projet, premier du genre dans la wilaya, constitue une avancée majeure dans le processus de développement économique local et permettra la création d'environ 1 500 emplois directs

et 4 000 emplois indirects». L'Agence souligne également que, par sa participation active à cet événement, elle réaffirme son engagement à accompagner les projets d'investissement à forte valeur ajoutée, en étroite coordination avec les autorités locales, afin de lever les obstacles et garantir les conditions de réussite pour les investisseurs à tra-

vers le territoire national. Selon les responsables de Général Emballage, une fois opérationnelle, l'usine produira annuellement 350 000 tonnes de matière première destinée à la fabrication de carton ondulé pour l'emballage, contribuant ainsi de manière significative à la chaîne de valeur industrielle nationale.

LA VISION DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INTÉGRÉ DU PAYS

Pour une Algérie nouvelle, forte et prospère

Par Abderrahmane Hadeff (*)

La visite du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, dans la wilaya de Béchar le 25 avril 2025, vient une fois de plus réaffirmer la détermination de l'État à concrétiser un véritable sursaut de développement national. Un développement à la fois global et équilibré, incarnant la vision ambitieuse d'une Algérie économiquement forte, socialement solidaire et territorialement harmonieuse. La stratégie de développement impulsée par le président Tebboune repose sur la mise en place d'un modèle économique performant, résilient et diversifié, rompant avec la dépendance aux hydrocarbures. Cette vision s'articule autour de la valorisation de tous les secteurs productifs : agriculture, industrie, énergies renouvelables, innovation et économie numérique. Il ne s'agit pas seulement de croissance quantitative, mais d'un développement inclusif, mettant au cœur de ses priorités la justice sociale et la réduction des disparités régionales — du nord au sud, d'est en ouest. Dans cette optique, les infrastructures constituent un levier fondamental de la relance économique. L'État a ainsi investi dans des projets structurants : autoroutes,



routes nationales, lignes ferroviaires reliant le nord au sud, aéroports, ports... L'objectif est clair : désenclaver les territoires, connecter les wilayas intérieures aux grands centres économiques et ouvrir le pays à son environnement régional et international. La généralisation de la fibre optique, l'extension du haut débit et le lancement de la 5G participent aussi à cette dynamique, en démocratisant l'accès au numérique et en réduisant la fracture digitale. Le développement durable ne saurait être envisagé sans une gestion maîtrisée des ressources en eau. L'Algérie s'est hissée au rang de leader conti-

mental dans la dessalinisation de l'eau de mer, tout en poursuivant la réalisation de barrages, d'interconnexions hydrauliques et de stations de traitement. À cela s'ajoute une politique de logement ambitieuse, vecteur de stabilité sociale et d'amélioration du cadre de vie des citoyens. Au cœur de cette vision se trouve aussi une ambition forte : transformer la gouvernance locale en moteur de développement. L'essor économique passe inévitablement par la valorisation des potentialités territoriales. Il s'agit de faire des collectivités locales de véritables acteurs économiques, capables d'attirer les investissements et de porter des projets créateurs de richesse. Cela exige des mécanismes de gouvernance efficaces, des sources de financement innovantes, et une implication renforcée des communes et wilayas. L'autre pilier de cette stratégie repose sur la jeunesse et les compétences nationales, issues des universités et centres de formation. Véritable capital humain de l'Algérie nouvelle, cette génération constitue la clef de voûte du modèle économique émergent. L'encourager, l'accompagner et créer un environnement propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat sont autant de conditions essentielles pour réussir cette transformation. Sur le plan économique, la vision présiden-

tielle prévoit également de doter chaque région d'une vocation économique propre, à travers la création de zones économiques spécialisées et de corridors de développement. L'objectif est de construire un tissu industriel intégré, de générer des emplois durables et de garantir une exploitation équitable des ressources du pays. Enfin, cette vision dépasse les frontières nationales. Elle s'ouvre résolument sur l'environnement régional africain et les partenariats stratégiques avec l'Union européenne. En développant les liaisons routières et ferroviaires avec les pays voisins, et en consolidant ses alliances économiques, l'Algérie ambitionne de devenir un carrefour logistique et commercial entre l'Europe et l'Afrique. La visite du Président Tebboune à Béchar, porteuse de messages forts en matière de développement, s'inscrit ainsi dans un processus structuré de transformation. Loin des discours, le changement est en marche. Il s'incarne dans un projet de société ancré dans la justice territoriale, la cohésion nationale et l'émergence économique. Une Algérie nouvelle se dessine, équilibrée et influente, à l'image de l'ambition de son peuple.

(*) Consultant international en développement économique

PÉTROLE

Le Brent stable à 66,50 dollars

Les cours du pétrole sont stables vendredi, encouragés par le regain d'optimisme des investisseurs concernant les discussions entre les Etats-Unis et la Chine sur les tarifs douaniers. Durant les séances matinales, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, reculait à peine de 0,08% à 66,50 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, cédait 0,06% % à 62,75 dollars. Les cours de l'or noir s'accrochent aux signes d'une détente potentielle des tarifs douaniers entre les Etats-Unis et la Chine, selon des experts du marché. Lundi, le président américain a reconnu devant la presse que les surtaxes de 145%, qu'il a lui-même imposées à Pékin, étaient "très élevées" et qu'elles allaient "baisser de façon substantielle". Si la Chine a nié jeudi l'existence de discussions, Pékin a déclaré garder les "portes grandes ouvertes" à des discussions "sur un pied d'égalité". Les Etats-Unis et la Chine étant les deux premiers consommateurs de pétrole au monde, une détente de la tension commerciale entre ces deux pays serait perçue comme un facteur de hausse de la demande de brut.

MONNAIE

Le dollar plombé par la situation du commerce mondial

Le dollar perdait du terrain jeudi, miné par les messages contradictoires en provenance de Washington et de Pékin, douchant les espoirs sur de possibles négociations commerciales entre les deux pays. Vers 17h15 GMT, billet vert perdait 0,50% face à la monnaie unique, à 1.1373 pour un euro, et 0,51% face à la monnaie britannique, à 1,3322 dollar pour une livre. Le Dollar index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, reculait quant à lui de 0,47%, à 99,38 points.

EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

L’Agence ”Alnaft” obtient des titres miniers pour sept périmètres

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures "Alnaft" a obtenu des titres miniers pour les activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures dans sept périmètres, selon un décret présidentiel publié dans le Journal officiel (JO) n 23. Selon le décret n 25-112 signé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 21 avril courant, il est attribué à Alnaft des titres miniers pour les activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures sur sept périmètres. Il s'agit des zones "Dhraâ

Kheima", d'une superficie de 8.268,67 km2 dans les wilayas de Béchar et Béné Abbès, "Erg El Aguiba ", d'une superficie de 20.843,53 km2 dans la wilaya d'Adrar, "Azzel Matti", d'une superficie de 23.686,51 km2 dans les wilayas d'Adrar, In Salah et Tamanrasset, et "Erg El Raoui", d'une superficie de 22.331,55 km2 dans les wilayas d'Adrar, Béné Abbès et Timimoun. Les titres miniers concernent également les périmètres de "Mouiet Er Rebah", d'une superficie de 3.307,21 km2 dans la wilaya d'El Oued, "Gharet Bou Saidet", d'une superficie de 645,92 km2

dans les wilayas de Ghardaïa et Laghouat, et "Amasralad", d'une superficie de 6.071,12 km2 dans la wilaya d'Ilizi. Dans le même numéro du Journal officiel, un autre décret présidentiel, n 25-111, a été publié, portant approbation des concessions amont pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures attribués par l'agence "Alnaft" à la société nationale Sonatrach. Les concessions concernent les blocs "Bordj Omar Driss Est", "Rhourde El Fares Timssit", "Feidjet Djokhane", "El Borma 2", et "Guerrara 2", selon le décret.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L’USTHB organise une cérémonie à l’occasion du 51e anniversaire de sa création

L'Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB), a clôturé, jeudi, les activités scientifiques et pédagogiques organisées tout au long d'une semaine sous le slogan "excellence et innovation", à l'occasion de la célébration du 51e anniversaire de sa création. S'exprimant lors de cette cérémonie marquée par la présence du secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelhakim Bentelis, et de cadres de l'université, le recteur de l'USTHB, Djamel Ed-dine Akretche a précisé que cet édifice scientifique avait "joué, depuis sa création, un rôle majeur au service la société, notamment sur le plan scientifique", soulignant qu'il "continue de transmettre son noble message grâce aux efforts considérable déployés par l'Etat au service de la promotion du secteur de l' enseignement

supérieur". Le recteur a, dans ce contexte, fait savoir que l'université compte plus de 2100 enseignants, tous grades confondus, et plus de 1800 fonctionnaires, tandis que le nombre étudiants inscrits au titre de l'année scolaire en cours s'élève à 44.000, répartis sur 37 spécialités en licence, 107 en master, et 979 doctorants, à travers 9 facultés. Invité de l'Université, le ministre slovène de l'Enseignement supérieur, de la Science et de l'Innovation, M. Igor Papić, a présenté une communication interactive avec les étudiants sur "l'hydrogène vert" au cours de laquelle il a débattu des

meilleurs moyens futurs de production de l'énergie, en insistant sur l'importance de l'hydrogène en tant que système de stockage de l'énergie à long terme. Les deux ministres ont également passé en revue les domaines de coopération possibles entre l'Algérie et la Slovénie, notamment la formation dans les domaines scientifiques et techniques. En marge de la cérémonie, l'USTHB a conclu 5 accords de coopération avec des entreprises nationales dans le cadre du rapprochement et de l'ouverture sur l'environnement socio-économique.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Avril 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		متعل	أعلی	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	89	100	78	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	98	111	84	الطماطم	
	Oignon sec	61	69	54	البصل الجاف	
	Ail sec	635	718	551	الثوم الجاف	
	Carotte	75	85	65	الجزر	
	Navet	94	105	82	لفت	
	Petit pois	161	181	141	الجلبة	
	Fève verte	96	109	84	الفول الأخضر	
	Courgette	100	114	87	الكوسة	
	Haricot vert	281	305	257	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	91	102	81	الخس		
Fruits frais	Orange	112	141	82	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	122	147	96	الليمون	
	Pomme locale	601	731	471	التفاح المحلي	
	Datte	555	698	411	التمر	
	Banane	502	523	481	الموز	
	Fraise	278	319	237	الفراولة	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1777	1913	1641	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	370	381	359	الدجاج	
	Œufs (Unité)	14	16	13	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

IATF

Ouverture des travaux de la commission multisectorielle chargée des préparatifs

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, jeudi à Alger, l'ouverture des travaux de la commission multisectorielle chargée de la préparation de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), prévue le mois de septembre prochain en Algérie, indique un communiqué du ministère. S'exprimant lors de l'ouverture des travaux, M. Rezig a fait savoir que ce salon servirait de "plateforme importante" pour braquer la lumière

sur le potentiel économique considérable que recèle l'Algérie, précisant que "le président de la République a ordonné d'assurer toutes les facilitations aux partenaires africains pour participer à cette manifestation économique". "Le président de la République a ordonné de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le succès de l'IATF de manière à profiter aux économies nationale et africaine", conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	410,00	-2,38	-2,24	-3,17	7,91	7,32	13468	5 521 890,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1401,00	0,07	0,07	0,07	0,00	-	14678	20 563 878,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,88	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	2,05	1,32	12,10	5,43	68134	156 708 200,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,65	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	405,00	0,00	0,00	-6,42	2,03	-	100	40 500,00

CERTAINS PRODUITS ENREGISTRENT UNE CROISSANCE ENTRE 20 % ET 30 % PAR AN

La part de marché de la finance islamique appelée à doubler

Une série de réformes stratégiques visant à rendre la finance islamique en Algérie plus accessible, compétitive et inclusive a été récemment adoptée. Invité de la « Chaîne III » de la radio nationale, Sofiane Mazari, expert reconnu dans le domaine, est revenu en détail sur les mesures phares mises en œuvre ces derniers mois. Bonification des taux, levée des plafonds de financement, ouverture au numérique et diversification des produits : l'État semble plus que jamais décidé à faire de ce segment un levier puissant de bancarisation et de dynamisation économique.

Par Mourad A.

Malgré une croissance notable, la finance islamique reste encore marginale dans le paysage bancaire national, avec une part de marché estimée entre 6 et 7 %. Mais pour Sofiane Mazari, la volonté des pouvoirs publics est claire : intégrer les clients hors circuit bancaire, solvabiliser la demande immobilière et instaurer une équité entre les financements classiques et ceux dits « halal ». Parmi les réformes majeures récemment adoptées, il souligne l'élargissement de la bonification des taux d'intérêt aux taux de marge appliqués dans la finance islamique. « L'une des plus importantes avancées est l'élargissement de la bonification des taux d'intérêt aux taux de marge appliqués dans la finance islamique », a-t-il déclaré. Cette mesure, introduite par décret exécutif en juillet 2024, permet désormais aux crédits islamiques d'être aussi compétitifs que les crédits conventionnels, notamment

dans le domaine de l'immobilier. Autre décision saluée par l'expert : la suppression du plafond de 12 millions de dinars sur les crédits immobiliers bonifiés, qui constituait jusqu'à récemment un frein à l'accès à des logements de meilleure qualité. « Désormais, la seule limite est la capacité d'endettement du client », a expliqué Mazari. Une évolution qui, selon lui, va « solvabiliser une grande partie de la population à revenus moyens ou intermédiaires ». Les effets sont déjà visibles sur le terrain : certaines banques ont enregistré une hausse de 10 à 20 % de la demande de crédits immobiliers, et dans certains cas, un doublement des portefeuilles de financement en six mois, selon les chiffres avancés par l'expert. L'essor de l'épargne constitue un autre indicateur positif. Le secteur bancaire national a collecté environ 16 000 milliards de dinars, dont 900 milliards proviennent des guichets de finance islamique, représentant 6 à 7 % du total. Parallèlement, les financements isla-

miques atteignent 550 milliards de dinars. « La croissance est là : entre 20 % et 30 % par an pour certains produits. Si cette dynamique continue, la finance islamique pourrait doubler sa part de marché dans les cinq prochaines années », a prédit Mazari. Ces réformes s'inscrivent dans une stratégie globale d'inclusion financière, chère aux autorités monétaires. L'extension des produits islamiques à de nouveaux segments, notamment les PME, TPE, et même les auto-entrepreneurs, contribue à cette ouverture. Mazari également insisté sur la nécessité de créer un véritable écosystème autour de la finance islamique : assurances (Takaful), marchés financiers (Sukuk), digitalisation des services, etc. « La finance islamique repose sur des contrats adossés à des actifs réels, ce qui offre une grande capacité de personnalisation et de diversification des produits », a-t-il rappelé. Parmi les leviers d'avenir, les Sukuk (obligations islamiques), adossés à des

projets concrets, devraient bientôt faire leur apparition sur le marché algérien. La Loi de finances 2025 autorise leur émission par le Trésor public. « On s'attend à une première émission d'ici fin 2025 », a précisé l'expert. Ces instruments financiers devraient permettre de mobiliser l'épargne citoyenne pour financer des infrastructures publiques telles que les aéroports, ports ou routes, dans un cadre éthique et participatif. Enfin, Sofiane Mazari a souligné l'importance stratégique de la numérisation pour moderniser davantage le secteur. Si certaines avancées sont notables, comme l'application BaridiMob ou les ouvertures de compte à distance, des efforts restent à fournir. « Il faut digitaliser non seulement l'interface client, mais aussi tous les processus internes. La numérisation est une obligation si l'on veut capter la génération Z et améliorer l'efficacité opérationnelle », a-t-il conclu.

DÉBUT DE VENTE DES MOUTONS DE L'AÏD IMPORTÉS Le ministre de l'Agriculture fixe la date

Par R. E.

Sur décision du président de la République, l'Algérie importera jusqu'à un million de moutons en prévision de l'Aïd 2025. Les premières cargaisons sont arrivées de Roumanie. Deux bateaux transportant 15 000 et 12 000 têtes d'ovins ont accosté au port d'Alger respectivement dimanche et lundi derniers. Dans ce contexte, le prix de vente de ces moutons aux citoyens a été fixé dimanche en Conseil des ministres à 40.000 dinars par tête. Au cours d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), Youcef Cherfa a révélé que la vente au pu-

blic des moutons importés sera entamée début mai et durera jusqu'à la fin du même mois. Lors de ses réponses, le ministre de l'agriculture a précisé que la vente se fera au niveau des marchés de proximité, à travers les 58 wilayas du pays, « sans exception ». L'opération est planifiée au niveau local sous la supervision des ministères de l'Agriculture et du Commerce et les sites de vente ont été identifiés, a ajouté Youcef Cherfa. Depuis quelques semaines, les administrations et entreprises publiques ont invité leurs employés intéressés à s'inscrire pour acquérir un mouton. Le ministre de l'Agriculture a tenu à rassurer que

l'opération concerne tous les citoyens, sans exclusion. Après avoir souligné que le processus de réception des moutons importés se déroulait comme prévu au niveau de neuf (9) ports, le ministre a indiqué que la part de bétail destinée à chaque wilaya sera déterminée en fonction de la densité de la population. Et d'ajouter que l'importation de moutons ne signifie pas l'exclusion des troupeaux locaux. Il s'agit plutôt de soutenir la production locale pour faire face à la grande demande enregistrée à cette occasion, a-t-il expliqué. En réponse à une question sur la régularisation du foncier agricole, M.

Cherfa a indiqué que son ministère préparait un nouveau décret exécutif visant à faciliter la sortie de l'indivision, à travers de nouveaux mécanismes à même de résoudre les conflits nés du partage des terres entre indivisaires. Ce nouveau texte s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à assainir le foncier agricole, a-t-il souligné, expliquant que les amendements proposés prévoient un nouveau mécanisme en faveur des exploitants leur permettant de sortir de l'indivision. En réponse à une question sur les

efforts du secteur pour soutenir l'agriculture biologique, M. Cherfa a tenu à mettre en avant l'importance de ce type d'agriculture dans la diversification de l'économie nationale et la promotion des exportations nationales. Le secteur de l'agriculture s'emploie à mettre en place un cadre juridique spécifique à l'agriculture biologique et à trouver des mécanismes pour soutenir les agriculteurs financièrement et techniquement et les accompagner dans l'obtention des certifications, mais aussi améliorer les circuits de commercialisation et d'exportation des produits bio, a précisé le ministre.

GÉNÉRALISATION DE LA NUMÉRISATION DU SECTEUR DES IMPÔTS Le ministre des Finances annonce l'achèvement de l'opération d'ici deux ans

Par R. E.

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, a révélé, jeudi à Alger, que la numérisation du secteur des impôts sera achevée d'ici deux ans, ce qui permettra aux citoyens de s'acquitter de leurs obligations fiscales à distance. Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par le vice-président de l'Assemblée, M. Zouhaier Nasri, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, et de nombre de membres du gouvernement, le ministre a affirmé que "la vision prospective du secteur des finances vise à permet-

tre au citoyen de s'acquitter de ses obligations fiscales à distance", ajoutant que "la numérisation des services fiscaux sera achevée d'ici un an et demi ou deux ans". Répondant à une question sur l'inscription de projets de réalisation de centres fiscaux de proximité dans la wilaya de Jijel, M. Bouzred a précisé que le manque de ces structures "est un problème conjoncturel", assurant que son secteur est prêt à examiner la possibilité de créer de nouveaux centres afin d'alléger la pression sur les citoyens. Le secteur examine aussi la possibilité de regrouper les centres de proximité et les centres de wilaya pour accélérer le traitement des dossiers, a-t-il ajouté. Par ailleurs, le ministre a souligné que l'Etat ac-

corde une importance particulière aux retraités, en réduisant l'impôt sur le revenu global (IRG) à un taux très bas pour ceux percevant une pension ne dépassant pas 42.000 DA, tandis que les retraités touchant moins de 30.000 DA sont totalement exemptés de cet impôt, à l'instar de toutes les catégories dont le salaire est inférieur à ce montant. Il a néanmoins exclu toute intention d'exempter totalement l'ensemble des retraités de l'IRG, expliquant qu'une telle mesure serait "insensée" et "préjudiciable au principe d'égalité entre les citoyens", en sus de ses impacts sur le budget de l'Etat. Le ministre a rappelé, dans ce cadre, que l'Etat œuvre à s'adapter aux évolutions so-

cioéconomiques et consentit des efforts pour soutenir le pouvoir d'achat et la stabilité des prix, ce qui a un effet positif sur la situation financière des retraités. A une question sur les projets de dédoublement de routes dans la wilaya de Naâma, M. Bouzred a affirmé la disposition de ses services à prendre en charge les travaux à même de résoudre les problèmes des "points noirs", qui enregistrent un grand nombre d'accidents de la circulation, notamment ceux ne nécessitant pas de budgets importants, ajoutant que le ministère des Finances a créé, il y a deux jours, avec le ministère des Travaux publics, un groupe de travail conjoint, chargé de ce type de préoccupations.

BÉJAIA

Près d’une centaine d’exposants au 7ème Salon du promoteur immobilier

Près d'une centaine d'exposants participent, jeudi, à la 7ème édition du Salon du promoteur immobilier de Béjaïa, animée sous des chapiteaux installés au parking du stade de l'unité Maghrébine. La séance inaugurale du Salon, organisé par une agence spécialisée dans l'évènementiel, a rassemblé une foule de professionnels du bâtiment ou de ceux qui gravitent autour. Outre les promoteurs, la place a été occupée par nombre d'opérateurs, associant les fabricants de matériaux de construction et de finition, les spécialistes du revêtement et de l'habillage des appartements, les opérateurs en charge d'installations d'ascenseurs, les entreprises versées dans le luminaire, ainsi que des institutions bancaires présentes en force et proposant une gamme variée de produits, notamment les prêts et l'assistance financière. La manifestation offre une réelle opportunité aux potentiels clients et acquéreurs d'habitat, de s'informer sur les tendances immobilières du jour, les financements et les programmes de construction en cours et surtout les prix de cession et les éventuelles réductions proposés, selon les organisateurs. Pour les professionnels participants, le Salon est une occasion de faire connaître leurs produits, mais aussi de prendre la mesure de la dynamique du marché de l'immobilier et nouer des partenariats permettant de renforcer leurs réseaux professionnels, est-il précisé. Les organisateurs de l'évènement s'attendent, surtout, à battre un record dans les transactions concrétisées lors de cette nouvelle édition du Salon du promoteur immobilier qui va s'étaler sur cinq jours.

MOSTAGANEM

7 nouvelles infrastructures éducatives dans les communes d’Achâacha et Nekmaria

Les communes d’Achâacha et de Nekmaria, à l’est de la wilaya de Mostaganem, ont bénéficié de projets de réalisation de sept nouvelles structures éducatives en prévision de la prochaine rentrée scolaire, selon les services de la wilaya.

La même source a indiqué que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a inspecté, jeudi, les travaux de réalisation de deux écoles primaires, de cinq cantines scolaires et de douze salles d'extension qui devraient être livrées avant la prochaine rentrée scolaire. A ce propos, le premier responsable de la wilaya s'est dit satisfait de l'avancement des travaux d'aménagement de l'école "ChahidBelfodil Mohamed" au village El-Ababsa, dans la commune de Nekmaria, laquelle a également bénéficié d'un projet de six salles d'extension et d'une cantine scolaire construite en préfabriqué. Il a également ordonné le raccordement de cette école à l'énergie solaire, ainsi

que l'installation d'un système de chauffage scolaire. Dans la commune voisine d'Achâacha, le wali a inspecté le projet de construction d'une annexe de l'école primaire Ibn Khaldoun, pour lequel une enveloppe de 102 millions DA a été allouée. Ce projet, dont les travaux doivent s'achever dans un délai de sept mois, comprend 12 salles de classe, une salle de lecture, une salle d'informatique et de technologie, une cantine, un terrain de sport, un logement de fonction, ainsi qu'un pavillon administratif, selon la même source. A cette occasion, le wali a donné des instructions à l'entreprise chargée des travaux quant à la qualité de l'exécution et au choix de matériaux de construction de haute qualité, tout en veillant à

équiper l'école avec du matériel moderne en vue de sa transformation en école modèle. En écoutant les préoccupations des citoyens dans les deux communes, il a donné des instructions pour engager les procédures de lancement d'un projet de route dans la commune de Nekmaria, ainsi que l'installation d'un chantier de construction d'une route reliant le chemin de wilaya CW52 à la grotte de El-Frachih, en plus d'une école coranique dans cette même région marquée par les enfumades historiques de la Dahra. Le wali a également souligné que la commune d'Achâacha bénéficiera d'un projet de centre psychopédagogique destiné à la prise en charge des enfants atteints de déficience mentale, a-t-on indiqué.

OUM EL BOUAGHI

12 nouvelles moissonneuses-batteuses pour les deux CCLS de la wilaya

Les deux Coopératives des céréales et des légumes secs (CCLS) seront "bientôt" dotées de 12 nouvelles moissonneuses-batteuses, a-t-on indiqué, jeudi, à la direction des services agricoles (DSA). La responsable du service de la ré-

gulation et du soutien technique, Nadia Chibane, a précisé à l'APS que les 12 machines en question seront affectées aux CCLS d'Oum El Bouaghi (7 moissonneuses) et d'Ain M'lila (5 unités). Mme Chibane a ajouté que ces moissonneuses-batteuses, desti-

nées de renforcer les parcs des 2 coopératives, seront mises en service à l'entame de la campagne moissons-battage pour la campagne agricole en cours (2024-2025). Rappelant que les coopératives agricoles et les agriculteurs privés "peuvent bénéficier du soutien de

l'Etat pour l'acquisition d'équipements agricoles, tels que les tracteurs et les moissonneuses-batteuses", Mme Chibane a indiqué que les nouvelles machines s'ajoutent aux 58 autres dont disposent les CCLS de la wilaya d'Oum El Bouaghi.

MASCARA

Raccordement de plus de 80 logements au réseau de gaz naturel dans les communes d’El Bordj et El Menaouar

Quatre-vingt-quatre (84) logements situés dans les communes d'El Bordj et El Menaouar (wilaya de Mascara) ont été raccordés, jeudi, au réseau de distribution de gaz naturel, dans le cadre d'une visite d'inspection du wali Fouad Aïssi aux communes de la daïra d'El Bordj. Cette opération a concerné les quartiers "Hilal Benomar", "Reffas Mohamed", "GouairGoudjil et "Les Martyrs" à El Bordj (56 logements), ainsi que 28 logements dans le hameau rural d'ElHattatba, à El Menaouar. Les travaux ont permis la réalisation de 3,5 km de réseau de distribution de gaz, pour un montant de 13,4 millions de dinars, financé dans le cadre du budget communal, selon les explications fournies par les responsables de la direction régionale de

distribution de l'électricité et du gaz de l'Ouest. Grâce à cette opération, le taux de raccordement au gaz naturel dans les zones urbaines et rurales des deux communes dépasse désormais les 65 %, selon la même source. Par ailleurs, plus de 3.500 logements situés dans différents villages et zones rurales de la wilaya font actuellement l'objet de projets de raccordement au réseau de gaz naturel, dont les travaux avancent à un bon rythme, selon la direction de Sonelgaz. Le wali a indiqué, en marge de la cérémonie, que le taux de raccordement global au gaz naturel dans la wilaya dépasse actuellement les 70 %, grâce aux projets déjà réalisés, et que ce taux devra atteindre environ 90 % d'ici la fin de l'année

prochaine, une fois tous les projets de raccordement des zones secondaires et rurales achevés, dans le cadre des budgets communaux. Lors de cette visite, le wali a également donné le coup d'envoi de 13 projets de développement dans les communes d'El Bordj, El Manaouar et Khelouia, dans le cadre du programme communal de développement socio-économique pour l'année en cours. Ces projets comprennent, entre autres, la réalisation de deux cantines scolaires aux écoles "FaresBoualem" et "El Bachir El Ibrahim" à El Bordj, des travaux d'aménagement urbain au village OuledBousseta (El Manaouar), ainsi que la réalisation d'un chemin rural menant à la zone reculée de Khelouia, dans la commune éponyme.

TISSEMSILT

Lancement et inauguration de plusieurs projets de développement

Plusieurs projets de développement ont été lancés, jeudi dans les communes de Lazreg et Bordj Bounâama, dans la wilaya de Tissemsilt, tandis que d'autres ont été inaugurés dans divers secteurs, dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-on constaté. Dans la commune de Lazreg, le wali Bouzaid Fethi a donné le coup d'envoi des travaux d'aménagement de la rue "20 Août 1956", ainsi que dans les quartiers "Chahid Berkane Belabbes"

et "ChahidMaâzouz Mohamed". Ces travaux comprennent la réfection des trottoirs, l'éclairage public et la modernisation des différents réseaux, sous la supervision de la direction locale de l'urbanisme et de la construction. Une enveloppe budgétaire de plus de 115 millions DA a été allouée, avec un délai d'exécution fixé à 7 mois. Dans la commune de Bordj Bounâama, un groupe scolaire situé dans le quartier "Chahid Ahmed Kadous" a été inauguré. Cet établissement éducatif, composé de 12 salles de classe,

porte le nom du défunt Moudjahid "SaoudBoudinar". Le projet a bénéficié d'un financement de 19 millions DA. Les autorités ont également inspecté les travaux d'aménagement du lycée "ChahidSardo Abdelkader", dont le taux d'avancement a atteint 80%, selon les explications fournies sur place par les responsables de la direction des équipements publics. Ce projet comprend 19 salles de classe et 6 laboratoires, et bénéficie d'un budget de plus de 124 millions DA. Dans la même commune, le wali a vi-

sité les chantiers de construction de 300 logements publics locatifs, en insistant sur leur livraison dans les plus brefs délais. Deux cantines scolaires d'une capacité de 200 repas chacune ont également été inaugurées, respectivement dans les écoles "Moufdi Zakaria" et "ChahidSaferZoubir". En outre, le wali a visité le chantier d'un nouvel hôpital et les travaux d'aménagement d'une polyclinique, qui sont sur le point d'être achevés.

La fin de l’usine nationale

Les chaînes de valeur mondiales et la polarisation du travail ont mis fin à l’usine nationale. L’industrie appartient désormais à une chaîne mondiale de valeur qui va de l’extraction des matières premières à la commercialisation. Une stratégie industrielle ne peut plus se penser qu’à travers une insertion dans ces chaînes de valeur.

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Chaînes de valeur qui se tendent du fait de la polarisation du travail et dont l’Occident veut garder le contrôle, mais que ne lui garantissent plus sa compétitivité technologique et sa force militaire. Une brutalisation du processus d’impérialisation/vassalisation s’amorce en même temps qu’une réorganisation des chaînes de valeur.

Travail et intégration sociale

La complémentarité du capital et du travail ne réalise plus l’intégration sociale du fait de la substitution constante du capital au travail. L’usine héritière de la fabrique a conduit à une substitution constante du travail humain par celui de la machine, du capital, grâce à un usage intensif et extensif des énergies fossile et nucléaire. Son développement a abouti à la formation de chaînes de valeur mondialisées séparant la conception, l’extraction, la fabrication et la commercialisation et à l’érection de l’entreprise sans usine (fabless). Concept par lequel l’Occident pensait conserver son hégémonie sur les chaînes de valeur mondiales, en confiant au reste du monde l’extraction et la fabrication, et leurs externalités négatives, au reste du monde. Cette mondialisation des chaînes de valeur s’est effectuée sous hégémonie occidentale. L’Asie à qui avait été confiée la fabrication pour ses bas coûts de main-d’œuvre, s’est effectivement appropriée ce maillon de la chaîne, mais n’y a pas été contenue. Elle a remonté la chaîne de la fabrication à la conception, pénétrant ainsi dans le domaine qui était réservé à l’Occident. Elle a « redescendu » aussi la chaîne de la fabrication industrielle vers l’extraction et le raffinage pour approvisionner en matières premières et énergie la fabrication. Partie du milieu de la chaîne de valeur, la fabrication, elle s’est étendue, en amont et en aval, aux autres maillons de la chaîne (l’extraction, la conception et la commercialisation). De l’intérieur de l’ordre mondial sous hégémonie occidentale, elle dispute désormais à l’Occident le contrôle de chaînes complètes de valeur. L’Occident se retrouve desservi par les chaînes de valeur mondiales qu’il a mises en place, son hégémonie est mise en cause de l’intérieur. Pour retrouver le contrôle des chaînes de valeur mondiale, la civilisation occidentale, après s’être désindustrialisée et commençant à perdre le contrôle des deux bouts de la chaîne (extraction et commercialisation), projette de se réindustrialiser et de reformer des

chaînes de valeur pour retrouver leur contrôle. Elle bloque le transfert de sa technologie de pointe, réorganise ses circuits de commercialisation (protectionnisme) et doit sécuriser son approvisionnement en matières premières et en énergie (la Chine ayant pu dominer l’extraction et le raffinage des terres rares), il lui faut aussi disposer des compétences lui permettant de se réindustrialiser et assurer sa liberté de commercer. Mais elle ne se rend pas compte que son effondrement intérieur se poursuit : elle a trop compté sur des ressources extérieures qui commencent à se dérober. La réindustrialisation, pour retrouver une certaine maîtrise des chaînes de valeur mondiales, se présente comme un enjeu majeur pour les économies occidentales face aux défis géopolitiques, aux ruptures des chaînes d’approvisionnement (comme lors de la pandémie de COVID-19) et à la remise en cause de l’hégémonie économique occidentale (notamment par la montée en puissance de la Chine). La réindustrialisation occidentale repose sur une automatisation accrue et des niches high-tech, ce qui limite la création d’emplois industriels traditionnels. La substitution du capital au travail qui aboutit à la polarisation du travail met à mal la fonction d’intégration sociale du travail. Des politiques actives de formation et redistribution sont mises en œuvre, mais elles ne seront pas suffisantes pour écarter le risque d’une croissance "sans emploi" et une aggravation des fractures socio-économiques. Les pays sans coordination public-privé pourraient voir leur réindustrialisation freinée par un manque de main-d’œuvre qualifiée. La polarisation du marché du travail à l’échelle mondiale devrait donc s’accroître, avec des conséquences majeures sur la répartition géographique des compétences, des investissements et des inégalités. La polarisation va créer un monde en étoile : quelques centres rayonnants, et des périphéries dépendantes. Les États qui investiront dans l’éducation Tech dès maintenant (ex. : Vietnam, Maroc) pourraient devenir les nouveaux "tigres économiques". À l’inverse, les pays sans stratégie (Amérique latine, Afrique hors Afrique du Sud) risquent l’effacement.

La nouvelle alliance du travail et du capital

La thèse que je soutiendrai ici est la suivante : pour les pays qui ne peuvent inscrire leur stratégie dans celle des grandes puissances, s’inscrire avantageusement dans les chaînes de valeur en construction, il faut retourner l’alliance du capital et de la machine en alliance du travail et de la machine,

avant qu’un tel retournement ne s’impose au cours des choses. Cette stratégie est seule capable de soustraire les sociétés postcoloniales au démembrement et à la pulvérisation qui résultera du processus brutal actuel d’impérialisation/vassalisation du monde. Si ne me trompe pas la dialectique non dichotomique, le retournement de l’alliance est inévitable, à moins de catastrophes programmées, étant donné l’extrémité où sera conduite la polarisation du travail. Plutôt que d’attendre que les conséquences négatives n’atteignent le cœur des Empires et que ceux-là se résolvent enfin à ne plus dénier le réel, les marges, en faisant preuve d’innovation institutionnelle, pourraient précéder le changement. Et les premiers à l’avoir effectué seront probablement ceux de qui la maxime dit : « les derniers seront les premiers ». On peut supposer que les puissances asiatiques à l’esprit non dichotomique s’y prépareront sans renoncer à la compétition technologique, car il n’est pas dans leur conception de la progression, de progression extrême sans retournement. Mais encore faudra-t-il que la sagesse l’emporte. Il faut donner une autre fin à l’usine industrielle qui a concentré le travail pour substituer du capital au travail, le capital industriel étant conçu comme arme d’extraction et d’expropriation du savoir du travail naturel et humain, maintenant que la mécanisation et l’automatisation ont poussé le travail humain dans ses extrémités. C’est un autre rapport du travail vivant et du travail mort, du travail humain et de la machine, de l’énergie et du savoir, et donc un processus de déconcentration du capital qu’il faut envisager. Un rapport qui permettrait une autre distribution sociale et spatiale des compétences, un rééquilibrage du rapport entre les différentes formes de capitaux. Qui dit un autre rapport du travail et du capital dit un autre rapport du public et du privé. C’est un autre mode de vie qui n’associe plus exclusivement le bien-être à la consommation, qui accorde plus d’importance au capital social et au capital humain qu’aux formes objectives du capital.

Sociétés de confiance et de défiance

Il faut distinguer et opposer sociétés de confiance et sociétés de défiance, plutôt que régimes démocratiques et régimes autoritaires. Les sociétés démocratiques sont des sociétés de défiance. Ce sont des sociétés fondamentalement divisées en classes sociales héréditaires, en castes. Elles font l’éloge du conflit qu’elles n’associent plus à la division fondamentale de classes. Le débat démocratique est censé passer au-dessus des classes, venir à bout de

la défiance. La démocratie a fonctionné dans la société de classes héréditaires tant que ce genre de sociétés dominaient le monde, tant que la classe ouvrière constituait son armée industrielle. Cette condition étant mise en cause, le débat démocratique ne vient plus à bout de la défiance, l’illibéralisme s’empare de la démocratie pour faire corps à la société, les ingénieurs du chaos entrent en scène pour protéger la division de classes et l’accumulation capitaliste. « ... En Europe comme ailleurs, les mensonges ont la cote, car ils sont insérés dans une narration politique qui capte les peurs et les aspirations d’une part croissante de l’électorat, tandis que les faits de ceux qui les combattent sont insérés dans un récit qui n’est plus jugé crédible. En pratique, pour les adeptes des populistes, la véracité des faits pris un par un ne compte pas. Ce qui est vrai, c’est le message dans son ensemble qui correspond à leur expérience et à leurs sensations. Face à cela, il est inutile d’accumuler les données et les corrections, si la vision d’ensemble des gouvernants et des partis traditionnels continue d’être perçue par un nombre croissant d’électeurs comme peu pertinente par rapport à la réalité. ... Le Carnaval contemporain se nourrit de deux ingrédients qui n’ont rien de déraisonnable : la rage de certains milieux populaires qui se fonde sur des causes sociales et économiques réelles ; une machine de communication surpuissante, conçue à l’origine pour des fins commerciales, devenue l’instrument privilégié de tous ceux qui veulent multiplier le chaos. ... Les actions des ingénieurs du chaos n’expliquent pas tout, loin de là. Ce qui rend ces personnages intéressants, c’est plutôt le fait qu’ils aient su capter avant les autres les signes du changement en cours, et la façon dont ils ont su en profiter pour passer des marges au centre du système. Pour le meilleur et surtout pour le pire, leurs intuitions, leurs contradictions et leurs idiosyncrasies sont celles de notre époque. »1 Toutes les sociétés ne peuvent pas disposer librement d’elles-mêmes, choisir leur régime politique, être démocratiques. Il faut distinguer entre sociétés dominantes et sociétés dominées. La fin du colonialisme n’est pas la fin de la domination.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif, ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

Note
1 Giuliano da Ampouli. Les ingénieurs du chaos. Jean Claude Lattès. 2019.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS PLUS DE 20 ANS
Le FMI et la BM saluent les efforts de réintégration de la Syrie

Les dirigeants du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale ont déclaré jeudi dans un communiqué commun qu'ils saluaient les efforts visant à aider la Syrie à "réintégrer la communauté internationale". Cette déclaration a été faite alors que le gouverneur de la banque centrale et le ministre des Finances de la Syrie ont participé aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale cette semaine, pour la première fois depuis plus de 20 ans. "Notre intention est avant tout de les aider à reconstruire les institutions afin qu'ils puissent s'intégrer dans l'économie mondiale", a déclaré Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, plus tôt jeudi. A Washington cette semaine, des représentants du FMI et de la Banque mondiale ont rencontré les autorités syriennes, les ministres des Finances et d'autres acteurs clés. La déclaration conjointe fait état d'une "large reconnaissance des défis urgents auxquels est confrontée l'économie syrienne et d'un engagement collectif à soutenir les efforts de redressement et de développement déployés par les autorités". La déclaration ajoute que la priorité sera donnée aux efforts visant à répondre aux besoins essentiels du peuple syrien, à la reconstruction des institutions et à l'élaboration d'une stratégie nationale de redressement économique.

TUNISIE
7 accords de financement signés pour stimuler l'emploi et l'entrepreneuriat

Le ministère des Finances, en partenariat avec le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle, a officialisé la signature de sept accords de financement avec le BTS (Banque Tunisienne de Solidarité) et le BFPME (Banque de Financement des PME). Cette initiative vise à dynamiser la création de projets, l'inclusion économique et l'emploi, conformément à la vision du gouvernement tunisien.

LIBAN

Le Parlement approuve un projet de loi sur le secret bancaire

Le Parlement libanais a approuvé jeudi un projet de loi sur la levée du secret bancaire, une réforme clé réclamée par le Fonds monétaire international (FMI), au moment où des responsables libanais rencontrent à Washington des représentants des institutions financières mondiales.

Le Parlement a adopté des amendements à "la loi relative au secret bancaire" et à la législation monétaire, selon le bureau de son président, Nabih Berri. La communauté internationale exige depuis longtemps d'importantes réformes pour débloquer des milliards de dollars afin d'aider à la relance de l'économie libanaise, plongée depuis 2019 dans une profonde crise imputée à la mauvaise gestion et à la corruption. La récente guerre entre Israël et le Hezbollah a aggravé la situation et le pays, à court d'argent, a désormais besoin de fonds pour la reconstruction. Selon le groupe de défense des droits libanais Legal Agenda, les amendements autorisent "les organes de contrôle et de régulation bancaire (...) à demander l'accès à toutes les informations" sans fournir de raison particulière.

Ces organismes pourront avoir accès à des informations telles que les noms des clients et les détails de leurs dépôts, et enquêter sur d'éventuelles activités suspectes, selon Legal Agenda. Le Liban applique depuis longtemps des règles strictes en matière de confidentialité des comptes bancaires, ce qui, selon les critiques, rend le pays vulnérable au blanchiment d'argent. En adoptant ce texte, le gouvernement avait précisé qu'il s'appliquerait de manière rétroactive pendant 10 ans. Il couvrira donc le début de la crise économique, lorsque les banquiers ont été accusés d'aider certaines personnalités à transférer d'importantes sommes à l'étranger. Le feu vert du Parlement coïncide avec une visite à Washington des ministres des Finances, Yassine Jaber, et de l'Economie, Amer Bisat, ainsi que du nouveau

gouverneur de la Banque centrale, Karim Souaid, pour des réunions avec la Banque mondiale et le FMI. M. Jaber a estimé cette semaine que l'adoption des amendements donnerait un "coup de pouce" à la délégation libanaise. En avril 2022, le Liban et le FMI ont conclu un accord sous conditions pour un programme de prêt sur 46 mois de trois milliards de dollars, mais les réformes alors exigées n'ont pour la plupart pas été entreprises. En février, le FMI s'est dit ouvert à un nouvel accord avec Beyrouth après des discussions avec M. Jaber. Le nouveau gouvernement libanais s'est engagé à mettre en oeuvre d'autres réformes et a également approuvé le 12 avril un projet de loi pour restructurer le secteur bancaire.

MAURITANIE – TUNISIE

Rencontre d'exploration des opportunités d'investissement sur le marché national

La Région de Nouakchott, en partenariat avec le laboratoire d'excellence tunisien et le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche, a organisé, à Nouakchott, une rencontre d'exploration des opportunités d'investissement sur le marché mauritanien pour les PME et les start-ups tunisiennes. La rencontre vise à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) et à ouvrir de nouveaux horizons aux start-up dans le cadre d'un développement conjoint en tant qu'événement économique où les expertises et les compétences se rencontrent pour échanger les connaissances et les expériences. Dans son allocution à cette occasion, la Présidente de la Région

de Nouakchott, Mme Fatimetou-MintAbdelmalek, a indiqué que cette manifestation, avec ses opportunités de mieux connaître le marché mauritanien et de nouer des partenariats prometteurs pour notre jeunesse, s'inscrit au cœur des priorités du programme électoral de S.E. le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh eLGhazouani, qui a fait de ce mandat un mandat de la jeunesse et par la jeunesse, soulignant l'engagement de la région à créer un environnement propice à l'échange et à l'innovation, à soutenir l'expansion régionale et internationale des entreprises et à renforcer les liens entre les pays de l'Afrique du Nord. A la fin de son discours, elle a remercié le Tunisian Excellence Lab

et le Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (Cawthar) pour leur aspiration à se connecter au tissu économique mauritanien en mettant l'accent sur des secteurs stratégiques tels que la numérisation, le bâtiment et les travaux publics, la santé, l'enseignement supérieur et les industries agroalimentaires. Mme HayamQaaloul, présidente du Centre des femmes arabes pour la formation et la recherche (CAWTHAR), a affirmé que le Centre travaille à l'autonomisation globale des femmes, en plaçant l'autonomisation économique au cœur de ses priorités, en particulier dans les pays arabes et africains, et grâce à une approche intégrée visant à réduire les écarts dans l'accès aux ressources et à

promouvoir l'inclusion économique des femmes dans divers secteurs. Elle a ajouté que le travail du Centre Cawthar repose sur trois piliers principaux : faciliter l'accès au financement et le soutien à l'entrepreneuriat, promouvoir le leadership transformateur des femmes, protéger l'environnement et assurer une distribution équitable des ressources naturelles, notant que le Centre met en œuvre des programmes et des initiatives dans un certain nombre de pays ciblant les femmes, les jeunes et les institutions de soutien à l'entrepreneuriat afin de renforcer leurs capacités et de les intégrer dans le mouvement économique local, régional et international.

ARABIE SAOUDITE

L'immobilier de détail stimulé par le tourisme et la Vision 2030

Le marché de l'immobilier commercial de l'Arabie saoudite est prêt à croître à court terme, sous l'effet de la croissance démographique, de l'expansion du tourisme et des efforts de diversification économique dans le cadre de l'initiative Vision 2030, selon S&P Global. Dans son dernier rapport, l'agence de notation a déclaré que les mégaprojets en cours et l'expansion des marques internationales devraient propulser la demande d'espaces commerciaux à travers le Royaume. L'Autorité générale de l'immobilier prévoit que le marché immobilier atteindra 101,62 milliards de dollars d'ici à 2029, grâce à un taux de croissance annuel

composé de 8% à partir de 2024. "La trajectoire de croissance de l'immobilier commercial en Arabie saoudite est prometteuse pour 2025-2026. L'engagement du gouvernement en faveur du développement des infrastructures, la montée en puissance des mégaprojets et l'expansion des marques internationales sur le marché saoudien stimuleront la demande d'espaces commerciaux", a noté le rapport de S&P Global. Le rapport s'aligne également sur les conclusions du cabinet de conseil en immobilier JLL, qui, en mars, prévoyait une évolution du marché de la vente au détail du Royaume vers des "formats expérimentiels" et des perspectives de forte

croissance pour 2025. Riyad, Djeddah et d'autres grandes villes sont les témoins d'une vague de nouveaux développements commerciaux, allant des centres commerciaux et des lieux de divertissement aux espaces à usage mixte combinant des composantes résidentielles, d'hôtellerie et de commerce de détail, a noté S&P. L'agence américaine a ajouté que le fort afflux de touristes dans le Royaume et les politiques d'investissement étranger du gouvernement - telles que l'autorisation d'une propriété étrangère à 100 % - contribueront également à la croissance et à l'évolution du secteur de l'immobilier commercial.

Le rapport cite les principaux développements du Royaume - notamment NEOM, le Projet de la mer Rouge et AlUla - comme des facteurs clés de l'expansion de l'immobilier commercial. "Le revenu par habitant de l'Arabie saoudite est élevé et les dépenses de consommation pour le commerce de détail et les loisirs devraient augmenter, compte tenu de la prédominance des jeunes dans la population croissante. La transformation progressive du pays en une société plus libérale et plus favorable aux divertissements entraîne une augmentation de la fréquentation des centres commerciaux et des destinations de vente au détail", a déclaré S&P Global.

CÔTE D’IVOIRE

Le pays veut insuffler une nouvelle dynamique dans la filière karité

La totalité du karité commercialisé dans le monde est produite dans la « ceinture du karité » en Afrique. Un des principaux fournisseurs de la région, la Côte d’Ivoire, cherche à insuffler une nouvelle dynamique dans la gestion de sa filière, dont le potentiel est encore largement sous-exploité.

En Côte d’Ivoire, la filière karité sera désormais encadrée par le Conseil du Coton et de l’Anacarde. L’annonce a été faite le mercredi 23 avril en Conseil des ministres. Selon les autorités cette décision vise notamment à optimiser la gestion budgétaire, tout en apportant des réponses adaptées aux défis communs que rencontrent les filières anacarde et karité, en ce qui concerne la commercialisation et la valorisation de leurs productions.

« En lieu et place d’une toute nouvelle structure publique dédiée aux activités de la filière karité, les missions du Conseil du Coton et de l’Anacarde à savoir la régulation, le suivi et le développement des activités des filières coton et

anacarde, sont également étendues aux activités de la filière karité », peut-on lire dans le communiqué du Conseil des ministres.

Cette initiative s’inscrit dans un contexte où la transformation du karité, encore largement artisanale, fait face à des obstacles structurels freinant son développement. Selon les données officielles, la production annuelle de noix de karité en Côte d’Ivoire est estimée à 250 000 tonnes, dont seulement 32 % sont transformées localement.

Désormais placée sous l’autorité du Conseil du Coton et de l’Anacarde, la filière karité pourrait bénéficier du même accompagnement stratégique que celui qui a permis à l’anacarde de devenir un

modèle africain et mondial de transformation locale.

Il faut rappeler que la Côte d’Ivoire se positionne actuellement comme le 3ème transformateur mondial d’anacarde derrière le Vietnam et l’Inde. Le CCA n’est pas étranger à ce succès et redouble d’efforts pour attirer davantage d’investissements dans le secteur afin de parvenir à transformer localement 50 % de la production nationale d’anacarde qui se chiffre à plus de 1 million de tonnes par an, d’ici 2030.

En Afrique de l’Ouest, la Côte d’Ivoire est le 5ème producteur de noix de karité derrière le Nigéria, le Mali, le Burkina Faso et le Ghana.

AVEC L’APPUI DU FONDS D’ABOU DHABI

Les Comores inaugurent une centrale solaire de 6,3 MW

Les Comores accélèrent la décarbonation de leur mix énergétique avec une nouvelle centrale solaire, avec un appui des Émirats arabes unis qui illustre un partenariat stratégique en faveur du développement durable.

Les Comores ont posé un jalon majeur dans leur transition énergétique en inaugurant le samedi 19 avril une centrale solaire de 6,3 MW grâce à un appui de 7 millions USD du Fonds d’Abou Dhabi pour le développement (ADFD). L’annonce a été faite par communiqué le mardi 22 avril.

La centrale est destinée à alimenter Moroni, la capitale, ainsi que ses environs. Elle

visait à améliorer l’accès à une électricité propre, plus fiable et abordable. Connectée au réseau national par des lignes moyenne tension, elle permettra de réduire la dépendance aux combustibles fossiles, de limiter les émissions de carbone et de renforcer la stabilité énergétique dans un contexte de forte demande.

Le président de l’Union des Comores, Azali Assoumani, qui a présidé la cérémonie d’inauguration aux côtés de l’ambassadeur émirati, a salué un projet transformateur : « Cette centrale représente plus qu’un projet énergétique. Elle symbolise une étape majeure dans notre transition vers une énergie pro-

pre, tout en stimulant l’économie locale et en créant de nouveaux emplois ».

Le DG de l’ADFD, Mohamed Saif Al Suwaidi, a rappelé que le soutien au secteur de l’énergie reste une priorité stratégique du fonds, qui a déjà en-

gagé près de 120 millions USD aux Comores depuis 1979 dans des secteurs clés du développement. Cette nouvelle infrastructure renforce les capacités du pays en termes d’énergies renouvelables.

GHANA

Le gouvernement veut relancer l’industrie textile locale

Au Ghana, le gouvernement souhaite construire trois nouvelles usines modernes de confection de vêtements, avec l’appui du secteur privé. C’est ce qu’a révélé Elizabeth Ofosu-Adjare (photo), ministre du Commerce, de l’Agrobusiness et de l’Industrie, le samedi 19 avril 2025,

précisant que ce projet fait partie d’un plan de relance de l’industrie textile locale.

Si tous les détails ne sont pas encore révélés, on sait que l’ambition affichée par le gouvernement est d’intensifier la production afin de répondre aux besoins des marchés locaux et internationaux et

de créer près de 27 000 nouveaux emplois dans le secteur.

Importateur net de vêtements et de produits textiles, l’ex-Gold Coast est surtout l’un des principaux importateurs africains de friperie, aux côtés du Kenya, de la Tanzanie, de l’Angola et du Nigeria.

CACAO

La Côte d’Ivoire bénéficiera d’un programme sur l’agroforesterie

L’Afrique assure près de 70 % de la production mondiale de cacao, ce qui en fait une région stratégique pour l’approvisionnement des grandes multinationales opérant dans le secteur. Ces dernières se sentent de plus en plus concernées par les enjeux de durabilité dans le secteur.

Le groupe agroalimentaire suisse Nestlé et l’entreprise Olam Food Ingredients (Ofi), filiale du Singapourien Olam, se lancent dans une coopération pour développer la pratique de l’agroforesterie dans le cacao à travers trois pays au cours des cinq prochaines années. Il s’agit notamment de la Côte d’Ivoire, du Nigéria et du Brésil, qui sont respectivement 1er, 4ème

et 6ème producteurs mondiaux de la fève. Dans un communiqué publié le 23 avril sur son site, Ofi révèle que ce nouveau projet prévoit le développement de plus de 72 000 hectares d’agroforêts, avec le suivi de 2,8 millions d’arbres, de la pépinière jusqu’à leur enracinement dans les exploitations. Ledit projet, qui intègre aussi des programmes de formation, devrait bénéficier à plus de 25 000 petits exploitants agricoles à travers les trois pays.

L’ambition affichée est de renforcer la lutte contre la déforestation et de réduire les émissions de carbone. « Il est estimé que ces activités permettront de réduire de plus de 1,5 million de

tonnes les émissions de CO2 au cours des 30 prochaines années », peut-on lire dans le communiqué.

Globalement, cette initiative devrait principalement bénéficier à la filière ivoirienne, où l’expansion de la culture du cacao ces dernières années a été la plus préjudiciable à la couverture forestière du pays. Il convient de noter qu’en Côte d’Ivoire, environ 45 % de la déforestation totale et de la dégradation des forêts est imputé au développement de la culture cacaoyère.

Dans un rapport publié en 2023, des chercheurs de l’Université catholique de Louvain (Belgique) ont révélé qu’environ 2,4 millions d’hectares de forêt ont été remplacés par des planta-

tions de cacao dans le pays entre 2000 et 2019, une superficie presque équivalente à la taille du Rwanda.

Plus largement, la nouvelle initiative annoncée par Nestlé et Ofi traduit la volonté des multinationales de s’impliquer davantage dans la durabilité du cacao. Son succès dépendra de plusieurs facteurs, notamment la capacité à mobiliser durablement les producteurs, à suivre efficacement la croissance des arbres plantés, et à garantir des retombées économiques concrètes pour les communautés agricoles. À terme, si les résultats sont concluants, ce partenariat pourrait servir de modèle pour d’autres filières agricoles qui favorisent la déforestation.

700 MILLIARDS \$ EN JEU
Le Nigeria accélère la cartographie de son potentiel minéral

Selon l’Union africaine, la disponibilité de données géologiques fait partie des piliers essentiels au développement du secteur minier. Cela facilite la mise en œuvre de programmes d’exploration minière, tout en réduisant les risques d’investissement.

Le Nigeria veut exploiter un potentiel minier estimé à 700 milliards USD pour diversifier son économie encore dominée par les hydrocarbures. Pour y parvenir, le gouvernement accélère la cartographie géologique de son sous-sol, étape jugée indispensable pour attirer les investisseurs et réduire les risques liés à l’exploration.

Plusieurs initiatives sont en cours, y compris la signature en 2023 d’un accord avec l’Africa Finance Corporation (AFC) et la société Xcalibur Smart Mapping (anciennement Xcalibur Multiphysics) pour renforcer la collecte de données. Fin novembre 2024, un protocole d’accord a aussi été signé avec la France pour développer le secteur minier nigérian. Ce partenariat prévoit de financer l’exploration géologique menée par la Nigeria Geological Survey Agency, la modernisation de ses laboratoires, des programmes de formation et un soutien à la collaboration entre les agences géologiques française et nigériane.

Dernier progrès en date, c’est la signature, la semaine dernière, d’un protocole d’accord avec l’Afrique du Sud pour renforcer la coopération bilatérale dans l’exploration minière. Selon Gwede Mantashe, ministre sud-africain des Mines, cette initiative pourrait aider le Nigeria à « évaluer et quantifier plus efficacement ses réserves minérales ».

PORTÉS PAR UN ESPOIR DE DÉTENTE COMMERCIALE

Les marchés mondiaux se redressent

Les places financières ont montré des signes de reprise ce vendredi 25 avril, soutenus par des résultats financiers positifs, l’espoir d’un apaisement des tensions commerciales et une forte demande pour les actifs à risque.

Alors que les tensions commerciales restent au centre des préoccupations économiques mondiales, les investisseurs semblent se montrer plus optimistes.

En Asie
À Tokyo, l’indice Nikkei a terminé en hausse de 1,90% à 35.705,74 points, tandis que l’indice Topix a pris 1,37%, à 2.628,03 points. La Bourse de Séoul a également progressé de 0,95%, et Taïpei a bondi de 2,45%. En Chine, l’indice Hang Seng de Hong Kong a gagné 0,61%, et l’indice de Shenzhen a augmenté de 0,41%. Les investisseurs se montrent confiants quant à une désescalade des tensions commerciales entre les États-Unis et leurs partenaires asiatiques. Les discussions en cours sur les droits de douane ont alimenté l’optimisme,

bien que des incertitudes persistent.

En Europe
Les Bourses mondiales évoluent dans le vert vendredi, poussées par un optimisme de retour parmi les investisseurs avec de premiers résultats d’entreprises éclatants dans le secteur technologique et des espoirs d’accalmie sur le front de la guerre commerciale. En Europe, dans les premiers échanges, la Bourse de Paris gagnait 0,78%, Francfort 0,44%, Londres 0,14% et Milan 0,59%.

Le dollar se renforce sur fond d’appétit pour le risque
Le dollar américain a renforcé sa position vendredi, soutenu par un regain d’appétit pour le risque et des perspectives économiques globales plus favorables. À 07h10

GMT, le billet vert s’est apprécié de 0,40% face à la monnaie unique, atteignant 1,1344 dollar pour un euro. Cette reprise du dollar intervient après plusieurs semaines de pression, alimentée par des préoccupations concernant l’économie américaine.

Une stabilité relative pour le pétrole et l’or

Les prix du pétrole ont légèrement progressé ce vendredi, soutenus par un regain d’appétit pour le risque malgré les négociations en cours avec l’Iran et les perspectives d’une augmentation de l’offre de pétrole. Vers 07H10 GMT, le Brent de la mer du Nord prenait 0,43% à 66,84 dollars le baril, et son équivalent américain, le WTI gagnait 0,50% à 63,11 dollars le baril.

L’Europe ouvre en hausse avec l’espoir d’une désescalade des tensions commerciales

Les principales Bourses européennes progressent en début de séance vendredi, les investisseurs accueillant avec optimisme les signaux de baisse des tensions commerciales.
À Paris, le CAC 40 se hisse de 0,73% à 7.557,54 points vers 06h08 GMT. Le Dax à Francfort se renforce de 0,51% tandis que le FTSE à Londres progresse de 0,05%. L’indice paneuropéen FTSEurofirst 300 prend 0,4%, l’EuroStoxx 50 gagne 0,65% et le Stoxx 600 croît de 0,39%.
Les marchés accueillent positivement les derniers signaux allant dans le sens d’une désescalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine.
Le gouvernement chinois envisage ainsi de

suspendre ses droits de douane de 125% visant les importations américaines pour certains produits, a rapporté jeudi Bloomberg News, tandis que le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a déclaré mercredi que des droits de douane élevés entre les États-Unis et la Chine n’étaient pas viables.
"Les actions européennes se sont récemment stabilisées, la position de l’administration Trump sur les droits de douane montrant des signes de modération", résument les analystes de Citi dans une note vendredi.
Aux valeurs, Alten perd 5,8% après ses résultats du premier trimestre tandis que Saint Gobain et Michelin prennent respectivement 4,5% et 3,6%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Avril 2025

Valeur : 28 Avril 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3344	132.3494
1	EUR	EURO		150.4642	150.5342
1	GBP	POUND STERLING		175.7896	175.8329
100	JPY	JAPANESE YEN		92.7426	92.7661
1	CNY	CHINESE YUAN		18.1332	18.1365
1	CHF	SWISS FRANC		159.9981	160.0936
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.5345	95.5660
1	DKK	DANISH KRONE		20.1527	20.1592
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7165	13.7224
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.6595	12.6786
1	AED	UAE DIRHAM		36.0270	36.0340
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2779	35.2838
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.6190	431.8088
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9469	44.3885
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2862	14.2878
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.2869	24.4111
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.3142	3.3245
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.6243	179.6243

BOURSE DE PARIS

En petite hausse, optimiste sur la guerre commerciale

La Bourse de Paris évolue en petite hausse, poussée par l’optimisme des investisseurs qui espèrent une détente des tensions commerciales entre Washington et ses partenaires commerciaux, en pleine période de résultats d’entreprises.
L’indice vedette de la place parisienne, le CAC 40, gagnait 28,12 points, soit 0,37%, à 7.530,90 points vers 09H20 heure de Paris. La veille, ce même indice avait terminé en timide hausse de 0,27%, à 7.502,78 points.
"Les investisseurs misent sur le fait

que les nouvelles positives dans le conflit (douanier) ne s’arrêteront pas", commente Jochen Stanzl de CMC Markets. "Ils espèrent également un abandon réciproque de tous les droits de douane entre l’Union européenne et les États-Unis."
"Des commentaires accommodants de membres de la Réserve fédérale (Fed), associés (aux espoirs) de désescalade des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, ont favorisé une reprise continue des marchés actions mondiaux", confirme Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank.

Les grands accords promis par Donald Trump pour mettre fin aux tensions commerciales tardent tout de même à prendre forme, alors que l’Europe prévient que tout compromis est "encore loin", après que la Chine a nié jeudi jusqu’à l’existence de discussions.
"Le manque de visibilité pour les mois à venir incite à la prudence", tempère ainsi Christopher Dembik, conseiller en stratégie d’investissement chez Pictet AM.
Les investisseurs doivent également digérer vendredi une nouvelle salve de résultats d’entreprises.

Accor en fanfare
Le titre du géant français de l’hôtellerie Accor s’envolait de 4,77% à 42,60 euros vers 09H20 à la Bourse de Paris, après avoir brièvement pris plus de 5%, les investisseurs saluant ses résultats publiés la veille.
Le groupe a annoncé jeudi un chiffre d’affaires en hausse de 9,2% à 1,34 milliard d’euros au premier trimestre, tiré notamment par sa division luxe et lifestyle, et a confirmé ses objectifs.
De janvier à mars, le détenteur des enseignes Ibis, Sofitel, Novotel, Mercure ou encore Pullman a vu sa divi-

sion "luxe et lifestyle" croître de 17,9% à 703 millions d’euros.

Saint-Gobain optimiste
Saint-Gobain discerne des indicateurs avancés "encourageants" pour la reprise du secteur du bâtiment en France, son marché historique, a annoncé jeudi le géant des matériaux, en même temps qu’une hausse de 3,2% de ses ventes au premier trimestre 2025.
Des perspectives et résultats salués à la Bourse de Paris, l’action de Saint-Gobain grimpe de 3,59% à 93,54 euros vers 09H20.

APAISEMENT DES TENSIONS COMMERCIALES

Hausse des Bourses d’Asie

Les Bourses d’Asie ont grimpé vendredi 25 avril, dans le sillage de Wall Street et des résultats éclatants d’Alphabet (Google), tout en misant sur la perspective d’un apaisement des tensions commerciales alors que s’esquissent des accords à Washington.

Frémissement d’optimisme sur les Bourses

À la Bourse de Tokyo vers 02h30 GMT, l’indice vedette Nikkei progressait de 1,39% à 35.527,39 points et l’indice élargi Topix de 1,07% à 2.620,32 points.
La Bourse de Séoul progressait de 0,64%, Sydney gagnait 0,60% et Taï-

pei bondissait de 2,45%. Même saut des places chinoises: l’indice hongkongais Hang Seng montait de 0,91%, l’indice composite de Shenzhen prenait 0,3%.
Les marchés asiatiques emboîtaient le pas aux solides gains de Wall Street, où les valeurs tech se sont envolées - notamment encouragées par les résultats éclatants d’Alphabet. La maison mère de Google a annoncé un bénéfice net de 34,5 milliards de dollars pour le seul premier trimestre, en hausse de 46% sur un an, bien plus qu’attendu. Il s’agit de l’un des plus importants bénéfices trimestriels jamais enregistrés par une société cotée et un record absolu

pour Alphabet: l’annonce dopait les titres de la tech en Asie, de Taïpei à Séoul. Après une hausse du marché tokyoïte jeudi, «la tendance se poursuit dans un contexte d’attentes d’apaisement des tensions commerciales sino-américaines», commentent les analystes de Tokai Tokyo Intelligence. Et ce malgré des «signaux contradictoires», le président américain Donald Trump ayant déclaré que son administration était en contact avec la Chine, après que celle-ci a nié l’existence de discussions, tempère Lloyd Chan, de la banque MUFG.
Les pourparlers de pays asiatiques avec Washington au sujet des droits

de douane américains qui les menacent semblent par ailleurs s’accélérer: Vietnam, Japon, Corée du Sud...
Le ministre des Finances Scott Bessent a affirmé jeudi qu’un «accord-cadre» pourrait être conclu dès «la semaine prochaine» avec la Corée du Sud.c.«Néanmoins, la guerre commerciale et l’incertitude liée à la politique américaine persistent: les économies asiatiques restent exposées au risque de taxes douanières réciproques» actuellement suspendues, prévient Lloyd Chan. L’analyste rappelle que les marchés surveillent aussi la banque centrale américaine (Fed), l’un de ses responsables Christopher Waller ayant

déclaré à Bloomberg TV qu’il soutiendrait une baisse des taux en cas de détérioration significative du marché du travail.

Le dollar se renforce
Ce regain d’appétit pour le risque contribuait à doper le dollar, qui avait été sous forte pression ces dernières semaines en raison des vives inquiétudes sur l’économie américaine.
Vers 02h30 GMT, le billet vert grimpait de 0,21% face à la monnaie japonaise, à 142,94 yens pour un dollar. Et il montait de 0,4% face à la monnaie commune européenne, à 1,1347 dollar pour un euro.

NORVÈGE

Le fonds souverain enregistre une perte de 40 milliards de dollars

Le plus grand fonds souverain du monde, le Government Pension Fund Global de Norvège, d’une valeur estimée à 1,7 trillion de dollars, a essuyé sa plus lourde perte en un an et demi, dans un contexte de forte volatilité des marchés.

Le repli du secteur technologique, principal pilier de ses investissements, a particulièrement pesé sur ses performances au premier trimestre 2025. Dans un communiqué publié ce jeudi, le fonds souverain norvégien a annoncé une perte de 0,6% sur ses investissements au cours des trois premiers mois de l’année, soit l’équivalent de 40 milliards de dollars. Il s’agit de la plus forte baisse enregistrée depuis le troisième trimestre de 2023. Le recul de 1,6% des actions détenu par le fonds a été en grande partie attribué à la contre-performance des géants de la tech. Pourtant, les obligations ont compensé en partie cette chute, affichant une hausse de 1,6%. Le rendement global reste légèrement supérieur à l’indice de référence, avec un écart positif de 0,16%.

Des poids lourds technologiques en difficulté

Le fonds est fortement exposé aux grandes entreprises technologiques américaines, notamment Apple, Microsoft, Nvidia, Alphabet, Amazon, Meta et Tesla. Ces sociétés ont longtemps constitué un moteur de croissance pour le portefeuille norvégien, générant notamment un rendement exceptionnel de 13% en 2024. Toutefois, depuis 18 mois, la direction du fonds a commencé à rééquilibrer ses actifs en réduisant progressivement la part de ces actions. Trond Grande, directeur général adjoint du fonds, a confirmé cette orientation stratégique en réponse aux fluctuations de plus en plus marquées des marchés.

Les tensions commerciales pèsent sur les perspectives

Cette contre-performance survient dans un contexte de tensions commerciales croissantes. Les nouvelles hausses de droits de douane annoncées par le président américain Donald Trump en avril 2025, notamment contre la Chine, ont accentué les inquiétudes des investisseurs. Nikolas-Tangen, PDG du fonds, a alerté sur les conséquences d’un environnement économique marqué par une inflation durable. « Nous sommes à l’aube d’une phase plus inflationniste. C’est une conséquence directe de la politique tarifaire agressive menée par les États-Unis. Cela aura un impact négatif sur les marchés », a-t-il affirmé à Bloomberg.

UNE PREMIÈRE EN CHINE

Les Renouvelables dépassent le charbon dans la capacité de production d’électricité

L’autorité chinoise de l’énergie indique que les installations solaires et éoliennes représentent désormais une capacité totale de 1,482 milliards de kilowatts contre 1,451 milliards de kilowatts pour le thermique. La Chine a annoncé vendredi que sa capacité en énergie éolienne et solaire dépassait pour la première fois celle issue des installations thermiques, principalement générée par des centrales à charbon, grâce à une accélération des nouvelles installations cette année.

"Au premier trimestre 2025, les nouvelles installations (solaires et éoliennes, ndr) ont totalisé une puissance de 74,33 millions de kilowatts portant la capacité totale du réseau à 1,482 milliard de kilowatts", a déclaré l’autorité chinoise de l’énergie dans un communiqué. Cela dépasse "pour la première fois la capacité installée de l’énergie thermique (1,451 milliard de kilowatts)", a-t-elle ajouté sans définir ce qui entre dans cette catégorie. De nouveaux engagements climatiques pour 2035

La Chine, premier émetteur mondial de gaz à effet de serre responsables du changement climatique, s’est engagée à plafonner ses émissions de carbone d’ici à 2030 et à atteindre la neutralité carbone d’ici à 2060. Alors que 60% de l’énergie chinoise provient du charbon, le pays construit par ailleurs près de deux fois plus de capacités éoliennes et solaires que tous les autres pays réunis, selon une étude publiée l’année dernière. Mercredi, le président chinois Xi Jinping a promis que les efforts de

la Chine contre le réchauffement climatique "ne ralentiront pas" et ce "quelle que soit l’évolution de la situation internationale", au moment où Donald Trump a lancé le retrait les États-Unis de l’accord de Paris. Il a également indiqué que la Chine annoncerait ses nouveaux engagements climatiques pour 2035 avant la COP30 de novembre et que ces engagements couvriraient tous les gaz à effet de serre, et pas seulement le dioxyde de carbone.

ETATS UNIS

Donald Trump veut ouvrir l’extraction minière sous-marine en eaux internationales

Le décret signé par Donald Trump pour ouvrir l’extraction minière sous-marine en eaux internationales passe par dessus l’autorité de l’AIFM, ce que dénonce notamment les défenseurs de l’environnement, qui alertent sur les dégâts prévisibles du projet. Donald Trump a signé, jeudi 24 avril, un décret destiné à ouvrir l’extraction à grande échelle de minerais dans les grands fonds océaniques, y compris en eaux internationales, une remise en cause de l’Autorité internationale des fonds marin (AIFM), théoriquement compétente en haute mer. Ce passage en force du président américain hérisse des associations de protection de l’environnement, qui alertent sur les dégâts qu’aurait une telle exploitation sur les écosystèmes marins. Le texte demande au secrétaire au Commerce, Howard Lutnick, "d’accélérer

l’examen" de candidatures "et la délivrance de permis d’exploration et d’extraction" de minéraux "au-delà des juridictions" américaines. Il saisit également le ministre de l’Intérieur, Doug Burgum, pour en faire de même pour les eaux territoriales. L’initiative doit permettre de collecter un milliard de tonnes de matériaux en dix ans, a indiqué un haut responsable américain. L’AIFM a juridiction sur les fonds marins des eaux internationales, en vertu d’accords que les États-Unis n’ont, néanmoins, jamais ratifiés. Contactée, l’AIFM n’a pas donné suite dans l’immédiat. Le décret enjoint également le secrétaire au Commerce de préparer un rapport sur "la faisabilité d’un mécanisme de partage" du produit des fonds marins. "En se lançant dans l’extraction minière

en eaux internationales, à contrepied du reste du monde, le gouvernement ouvre la voie à d’autres pays pour en faire de même", a réagi Jeff Watters, vice-président de l’ONG OceanConservancy, dans un communiqué. "Et cela aura des conséquences négatives pour nous tous et pour les océans dont nous dépendons", a-t-il prévenu. Aucune extraction minière commerciale n’a encore eu lieu dans les fonds marins, aux États-Unis ou ailleurs. Certains États ont, en revanche, déjà octroyé des permis d’exploration dans leurs zones économiques exclusives, notamment le Japon et les îles Cook. Le gouvernement Trump estime que l’extraction minière en eaux profondes pourrait créer 100.000 emplois et augmenter de 300 milliards de dollars le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis, sur 10 ans toujours, a indiqué un responsable.

ALLEMAGNE L’économie s’enfonce dans la récession et désigne Trump comme principal responsable

L’allemande, moteur traditionnel de la zone euro, entre officiellement en zone de turbulence. Le gouvernement allemand a révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour l’année 2025, annonçant un taux de croissance nul, contre +0,3% anticipé en janvier dernier. En cause, selon Berlin : la politique commerciale protectionniste de l’administration Trump, qui fragilise les exportations, pilier fondamental de l’économie allemande.

Une récession confirmée pour la troisième année consécutive

Le ministre de l’Économie sortant, Robert Habeck, a reconnu jeudi à Berlin que l’Allemagne devrait traverser une nouvelle année difficile. Après deux années consécutives de contraction du PIB (-0,3% en 2023 et -0,2% en 2024), le pays voit désormais ses espoirs de reprise s’évaporer. Outre la stagnation prévue pour cette année, les projections de croissance pour 2026 ont également été abaissées, de 1,1% à 1%, accentuant les inquiétudes des milieux économiques.

Les exportations en chute libre face aux taxes américaines

Selon Habeck, les décisions unilatérales de Washington ont un impact direct sur l’industrie allemande. « La politique commerciale américaine, fondée sur les menaces et la hausse des droits de douane, nuit directement à notre modèle basé sur les exportations », a-t-il déclaré. Les États-Unis, désormais le premier partenaire commercial de l’Allemagne depuis 2024, représentent environ 10% des exportations totales allemandes, notamment dans les secteurs de l’automobile, des équipements industriels et de la chimie. En 2024, le volume des échanges bilatéraux a atteint 252,8 milliards d’euros, dont 161 milliards d’euros d’exportations allemandes vers le marché américain. Mais l’administration Trump a récemment instauré une taxe de 10% sur les importations européennes, après avoir initialement envisagé un taux de 20%. Cette mesure, gelée temporairement pour 90 jours, continue de créer une incertitude délétère sur les perspectives commerciales. L’Allemagne pâtit également des conséquences de la guerre en Ukraine, qui a provoqué une envolée des prix de l’énergie, ainsi que de la montée en puissance de la Chine dans des secteurs-clés. « Nos principaux partenaires commerciaux – les États-Unis, la Chine et la Russie – sont aujourd’hui source de turbulences pour notre économie », a souligné Habeck.

La Commission européenne inflige deux amendes importantes à Apple et Meta

C'est enfin arrivé ! La Commission européenne impose des amendes tant attendues contre Meta et Apple, de l'ordre de plusieurs centaines de millions d'euros.

Des enquêtes étaient menées depuis près d'un an par la Commission européenne sur Meta et Apple. Bruxelles suspectait en effet des pratiques anti-concurrentielles du côté des géants de plusieurs géants du numérique américain. Mais avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir, et sa volonté de protéger les entreprises de son pays partout dans le monde, on pouvait craindre que ces enquêtes ne mènent finalement à rien. Ça n'aura finalement pas été le cas.

Une amende de 500 M€ pour Apple et de 200 M€ pour Meta

Avec les relations dégradées actuelles entre l'Union européenne et les États-Unis, beaucoup se demandaient quel type d'amende Bruxelles infligerait à Apple et Meta. Celles-ci viennent finalement d'être annoncées, et sont tout de même importantes.

Apple se voit ainsi infligé une pénalité financière de 500 millions d'euros, pour ne pas avoir permis aux « développeurs d'applications [de] bénéficier pleinement des avantages des canaux de distribution alternatifs en dehors de l'App Store. » Meta de son côté va devoir s'acquitter d'une amende de 200 millions d'euros pour son introduction en novembre 2023 d'un modèle publicitaire dans lequel l'utilisateur devait consentir à l'utilisation de ses données pour que des publicités personnalisées lui soient proposées, ou bien, en cas de réponse négative, souscrire à un abonnement mensuel sans publicité. Ce modèle « ne donnait pas aux utilisateurs le choix spécifique requis d'opter pour un service qui utilise moins de leurs données à caractère personnel, mais



qui est par ailleurs équivalent au service de "publicités personnalisées" ».

Les premières sanctions prises au nom du DMA

Ces sanctions sont les premières prises par la Commission européenne au titre du Digital Markets Act (DMA), règlement qui a pour ambition de corriger les pratiques monopolistiques et les déséquilibres de domination créés par les géants du numérique au niveau du Vieux Continent. Les amendes édictées ont la forme d'un avertissement, qui pourront être facilement encaissés par les bénéfices nets des deux géants, qui ont été en 2024 de 93,7 milliards de dollars (Apple) et de 62,4 milliards de dollars (Meta). Meta et Apple ont réagi différemment à la sanction. Le groupe de Mark Zuckerberg, pourtant très critique de cette décision, a proposé de modifier son service, afin de le mettre en conformité, ce qui pourrait

arrêter la procédure. Apple par contre a expliqué tout simplement vouloir faire appel.

« Les annonces d'aujourd'hui sont un nouvel exemple de la façon dont la Commission européenne cible injustement Apple dans une série de décisions qui sont mauvaises pour la vie privée et la sécurité de nos utilisateurs, mauvaises pour les produits, et qui nous obligent à donner gratuitement notre technologie. Nous avons consacré des centaines de milliers d'heures d'ingénierie et apporté des dizaines de modifications pour nous conformer à cette loi, dont aucune n'a été demandée par nos utilisateurs. Malgré d'innombrables réunions, la Commission continue de modifier les règles du jeu à chaque étape du processus. Nous ferons appel et continuerons à dialoguer avec la Commission dans l'intérêt de nos clients européens » a annoncé la firme de Cupertino.

Source : Commission européenne

DES LOIS ÉCRITES PAR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE Les Émirats arabes unis signent une improbable première mondiale

Les Émirats arabes unis chamboulent leur système législatif en confiant à l'IA la rédaction et la révision des lois. Cette première mondiale promet d'accélérer le processus juridique de 70%, malgré les sourcils froncés des experts. Imaginez un monde où votre code de la route serait rédigé par ChatGPT, « pas aux Émirats arabes unis », vous nous dites ? Vous êtes sur la mauvaise voie ! Le pays vient de franchir le Rubicon technologique en annonçant que l'intelligence artificielle va désormais pondre de nouvelles législations et dépoussiérer les textes existants.

Ce projet vertigineux, sobrement baptisé « réglementation pilotée par l'IA », pulvérise les timides expérimentations d'autres pays. Pendant que nous débattons encore de l'IA dans nos smartphones, les Émirats lui confient déjà les clés de leur arsenal juridique. Quand Rony Medaglia, professeur à la Copenhagen Business School, parle d'une « ambition de transformer l'IA en co-législateur », on pourrait presque entendre le bruit des perruques poudrées tombant au sol dans les parlements d'il fut un temps. Les ministres émiratis, eux, ont déjà franchi le pas en créant leur « Regulatory Intelligence Office ».

Sheikh Mohammad bin Rashid Al Maktoum, dirigeant de Dubaï, promet que ce système « changera la façon dont sont créées les lois », avec un enthousiasme digne d'un keynote d'Apple. Dans le pays des gratte-ciels futuristes et des îles artificielles, on ne fait pas les choses à moitié : pourquoi se contenter de juristes en chair et en os, quand l'algorithme promet de couper les délais législatifs de 70%, comme nous l'apprend le Financial Times ?

Il semble que l'on soit ici dans une frénésie d'investissements dignes d'un film de science-fiction. Abu Dhabi a lâché l'an dernier un véhicule d'investissement, MGX, qui a injecté la bagatelle de 30 milliards de dollars dans un fonds d'infrastructure d'IA de BlackRock, et qui a aussi fait une incursion en France. Autant dire qu'à ce prix-là, on attend au minimum une IA capable de rédiger des lois ET de faire le café pour toute la rédaction.

Les experts alertent sur les limites de l'intelligence artificielle

L'originalité de ce projet tient néanmoins dans sa capacité à anticiper les changements législatifs nécessaires, un peu comme si l'IA jouait aux échecs juridiques avec plusieurs coups d'avance. Mais derrière l'éclat des communiqués officiels se cachent quelques grains de sable potentiels. Quid de l'opacité algorithmique, des biais de données, et cette question qui fait frémir : une machine peut-elle vraiment comprendre l'esprit des lois comme l'aurait fait Montesquieu ?

Vincent Straub, chercheur à Oxford, nous rafraîchit la mémoire en rappelant que les modèles d'IA « continuent à produire des hallucinations ». Une perspective peu rassurante quand on imagine des lois hallucinées régissant le quotidien des citoyens. « Désolé pour l'amende, mais notre IA était persuadée que les licornes avaient priorité dans les ronds-points... ». Voilà qui serait drôle. Keegan McBride, de l'Oxford Internet Institute, souligne avec une certaine ironie que la nature autocratique des Émirats facilite l'adoption d'innovations gouvernementales radicales. Autrement dit, pas besoin de convaincre l'opposition quand elle n'existe pas. Les experts s'accordent néanmoins sur un point : sans garde-fous solides et supervision humaine, existe le risque de voir émerger des textes juridiques techniquement brillants, mais socialement absurdes. Aux Émirats arabes unis, comme en Europe.

Brèves

Microsoft augmente son bug bounty sur l'IA

Pour des vulnérabilités liées à l'IA trouvées dans Dynamics 365 et Power Platform se verront dorénavant récompensés jusqu'à 30 000 \$ a affirmé l'éditeur. Les failles peuvent être multiples allant de la manipulation d'inférence ou de modèle en passant par la divulgation d'informations de sensibilité critique ou importante. Sur l'ensemble de ses programmes de chasses au bug, Microsoft a versé à travers son concours Zero Day Quest plus de 1,6 M\$ aux chercheurs qui ont signalé plus de 600 vulnérabilités.

Dropbox met à jour Dash

Introduit en 2023, l'outil de recherche à base d'IA de Dropbox s'enrichit d'une fonction dite de « compréhension ». Concrètement, les utilisateurs peuvent effectuer des recherches dans des fichiers audio, vidéo et images, en plus du texte. L'éditeur ajoute la recherche de personnes pour repérer quelqu'un ayant travaillé sur un projet spécifique ou un expert en la matière. La partie sécurité n'est pas oubliée en donnant la possibilité aux administrateurs IT d'exclure certains documents sensibles des résultats de la recherche. Dropbox améliore par ailleurs la rédaction de documents et l'intégration d'outils de communication comme Slack, Zoom et Teams de

Microsoft ou de solutions de gestion de projets et de création comme Figma, Canva et Jira.

Chainguard lève 356 M\$.

La start-up spécialisée dans la sécurisation du code open source a annoncé une levée de fonds de série D de 356 M\$. Elle a été menée principalement par Kleiner Perkins et IVP qui ont aussi été rejoints par Salesforce Ventures, Datadog Ventures et tous les bailleurs de fonds existants. Fondée en 2021, l'offre phare est Chainguard Containers, un catalogue de plus de 1 200 composants open source renforcés et intégrés dans des conteneurs. Avec son dernier tour de table, la société est valorisée 3,5 Md\$.

Tesla prend l'eau en Europe et devinez qui en profite ?



Les données du premier trimestre sur les ventes de voitures neuves en Europe sont intéressantes. Tesla a perdu beaucoup de terrain et Volkswagen a plus que doublé ses ventes de voitures électriques. Le match est-il en train de tourner en la faveur de la marque allemande ? De son côté, la Dacia Sandero, elle, reste la meilleure vente européenne malgré une Peugeot 208 qui se rapproche. Elon Musk a-t-il vraiment fait chuter considérablement les ventes de sa marque Tesla après ses déclarations politiques de fin d'année dernière ? Nous nous étions déjà posés la question concernant le marché de la Tesla d'occasion. Mais pour le neuf, le calendrier ne collait pas. En effet, les immatriculations de Tesla neuves ont lourdement chuté seulement quelques jours ou semaines après les sorties médiatiques de son directeur général. Or, il y a souvent plusieurs semaines voire mois entre la commande d'une voiture neuve et sa livraison. La baisse de Tesla en janvier et février pouvait-elle donc être directement imputée à son dirigeant ? Pas si sûr. Il s'agissait probablement plutôt d'un effet conjoncturel : l'attente du restylage du Model Y, et la concurrence très rude chez les électriques, que ce soit en Chine comme en Europe où la gamme ID de Volkswagen a repris du poil de la bête.

Tesla limite la casse, Volkswagen en grande forme

Le mois de mars a été bon pour tout le monde et a même permis au marché européen de redresser la barre sur le premier trimestre. Résultat : il finit à l'équilibre par rapport à la même période en 2024. 3,38 millions de voitures neuves ont été vendues sur le Vieux Continent. L'année avait pourtant très mal démarré, mais mars est traditionnellement un bon mois pour les livraisons de véhicules légers neufs. Pour Tesla, la situation n'est pas encore sauvée. Le premier trimestre s'est soldé par une baisse des ventes de 38 % en Europe mais la marque a évité la catastrophe. Même si, il faut le signaler, les statistiques annoncées par Jato tiennent compte du marché britannique, seul pays de la région Europe où Tesla a progressé en 2025. Cela peut donc fausser le bilan que l'on peut tirer de Tesla chez nous au premier trimestre. Les premières livraisons du Model Y restylé, qui sont arrivés en mars, semblent en tout cas commencer à faire leur effet. Mais suffira-t-il à endiguer la chute de la Model 3 et la quasi disparition des deux autres Tesla ? Nous ferons le bilan en fin d'année. Toujours est-il que cela profite au groupe Volkswagen dont les ventes d'électriques ont très fortement augmenté en ce début d'année. Ceci notamment grâce à l'effet transitoire chez Tesla qui a peut-être dirigé certains clients vers la marque allemande. Mais aussi grâce à une politique tarifaire très agressive chez VW sur la gamme ID. La part des voitures électriques au premier trimestre est passée de 14 % en 2024 à 17 % en 2025 avec 570 000 immatriculations neuves. Mais les électriques ne sont pas les seules à avancer puisque les hybrides rechargeables gagnent aussi du terrain (+ 6,2 %). En revanche, c'est plus difficile pour les marques européennes détenues par des groupes Chinois qui baissent de près de 10 %. Volvo, qui a connu un premier trimestre difficile avec ses électriques et surtout MG, dont la baisse est impressionnante, en sont les principaux acteurs.

SALON DE SHANGHAI 2025 Quand BMW rappelle que l'Histoire est importante !

Bien décidé à ne pas se laisser éclipser par des Chinois toujours plus compétitifs, BMW se veut un acteur majeur du salon de Shanghai avec un stand vivant regroupant à la fois des gloires du passé, les concepts en vogue, ses sportives M et son étonnante Série 5 Nostokana à la déco changeante. Une belle surprise !



Alors que les stands des compatriotes Audi et Mercedes apparaissent sombres voire austères, celui de BMW se veut accueillant et joyeux. Non seulement les véhicules y sont nombreux, mais ils plongent les Chinois dans un passé passionnant qui fait défaut aux marques nationales. Cela commence par l'époustouflante étude de style BMW Skytop, initialement présentée au Concorso d'Eleganza Villa d'Este en 2024, et au passage surpris récemment en plein test sur le circuit du Nürburgring. Affichant une silhouette sportive et élégante, ce roadster deux places à toit amovible rappelle les BMW 507 des années cinquante et Z8 de 1999. La mécanique n'est pas tout à fait dans l'ère de l'électrification totale, puisqu'elle fait appel à un V8 4.4 bi-turbo de 625 ch censée permettre un 0 à 100 km/h en 3s3. BMW suscite également l'intérêt avec ses concepts Neue Klasse berline et SUV, soutenus par une familiale 1500 des années 1960 qui a servi d'inspiratrice. D'ailleurs, la marque frappe un grand coup avec une planche de bord géante de ses futurs modèle, chargée de plonger dans l'ambiance de son nouveau système infodivertissement, et notamment de son inédite bande d'affichage tête haute en bas de pare-brise. Parallèlement, le stand se veut ludique avec l'i5 Nostokana (ci-dessous) dont on peut, via un grand écran situé à ses côtés, changer la décoration, l'auto étant recouverte de films animés électroniquement permettant toutes les combinaisons de couleurs possibles, mais dans le respect des motifs de l'artiste d'Esther Mahlangu qui avait recouvert une BMW 525i Art Car en 1991. Enfin, la marque a sorti l'artillerie lourde pour rappeler son passé sportif avec une 320 e21 Groupe 5 XXL (ci-dessous) afin d'introduire sa gamme M, mise en valeur par des couleurs pim-



pantes, au premier rang desquels la dernière M2, la M4, la nouvelle M5 hybride et... un XM (photo d'ouverture). De quoi ravir les amateurs de sportives,

et tenter de convaincre les Chinois de l'intérêt d'une riche expérience dans le domaine de l'automobile

Mots fléchés

Triomphe			Décret		Conduc- trices d'équidés	Grand pays		Piédestaux		Bien- heureux	
Ersatz		Facilité	Fleuve d'Irlande			Son nom indique sa forme					
								Palmipède			
								Condiment			
Augmentés		Hurlément			Fils d'Abraham					Fric	
		Osé									
								Petite île			
								Camarades			
Anneau de cordage				Trace profonde	Galères royales						Unic
Dieu gaulois					Combats						
				Hymne			Sa majesté	Humour			
								Possédâtes			
Truc	Commune des Hautes- Alpes (les)	Lourdeur		Grand pay					Deux romain Unités adressables d'un ordinateur		
						Sc laboure facilement					
						Combustible					
Monarque				Atoll			Touche				
Rôtis- soire							Auoclaves				
				Crochet de boucher				Saison			Ancien président des Etats-Unis (Jimmy)
								Continent			
Canal marin					Arrêt de la circulation sanguine					Aseptisé	
Déesse protectrice					Sinuosité						
				Grands oiseaux					Ville de Belgique		
Instrument de musique	Radio- télévision d'Europe Maladie			Désir					Argon		
				Petit ruisseau					Qui contient de l'eau d'orge		
			Prune séchée	Distin- guée					Vieille armée		
				Tendu					Vergne		
Vieille cité de Jordanie		Fruits						Chaine franco- allemande			
					Luette		Cervidé	Pistolet semi- automatique Enchai- nement			
Sulfate en pierre déodorant		Erosions						Jadis le loup			Colères passées
				Pubescent				Fondateur de la conquête de l'Océanie			
								Mancho sportive			
Une explora- trice de fiction		Député			Bien- être				Iridium		
		Île de France			Spécialité				Astale		
				Oeuf de pou					Enzyme		
Inédites							Écimes				

Des mesures de relance de la consommation pour soutenir la croissance

Les dirigeants chinois ont souligné, vendredi, l'importance d'une relance de la consommation intérieure pour soutenir la croissance économique du pays, à travers l'adoption de mesures concrètes devant aider à faire face aux chocs extérieurs. Les plus hauts dirigeants chinois, dont le président Xi Jinping, se sont réunis vendredi lors d'une session du Bureau politique du Parti communiste chinois (PCC), instance décisionnelle clé, a rapporté l'agence de presse Chine nouvelle. Lors de cette réunion, il a été souligné que "l'économie du pays montrait des signes d'amélioration cette année, avec une confiance du public en progression constante et des avancées notables dans le développement de haute qualité".

MATIÈRES PREMIÈRES

L’or atteint un sommet, le café et le cuivre progressent

L'or a dépassé les 3.500 dollars l'once pour la première fois de son histoire cette semaine, avant de redescendre de son sommet vendredi, impactés par les possibles pourparlers entre les Etats-Unis et la Chine sur les tarifs douaniers. Mardi, l'once de métal jaune, valeur refuge par excellence, a été propulsée à 3.500,10 dollars, portée par la dépréciation du dollar et des bons du Trésor américains. Mais dès mardi, les déclarations du président américain, Donald Trump, ouvrant la porte à une réduction des droits de douane imposés à la Chine, ont fait retomber l'or. Vendredi, l'once d'or se négociait à 3.296,90 dollars, contre 3.326,85 dollars huit jours plus tôt à la clôture de jeudi. Les cours du café ont également monté cette semaine, en particulier l'arabica, avec des prévisions pessimistes sur la production pour la saison 2025/2026. Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'arabica pour livraison en juillet valait 401,90 cents, contre 372,60 cents huit jours auparavant. Sur le Liffe de Londres, la tonne de robusta pour livraison le même mois s'échange à 5.410 dollars contre 5.277 dollars huit jours plus tôt à la clôture. Le cuivre et autres métaux non-ferreux ont aussi légèrement progressé cette semaine, guidés par l'accalmie des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. Sur le LME, une tonne de cuivre coûtait 9.385 dollars vendredi, contre 9.188,50 dollars jeudi dernier à la clôture.

ALGÉRIE-SLOVÉNIE

Signature d’un mémorandum d’entente dans le domaine de l’enseignement supérieur et des sciences

Un mémorandum d'entente a été signé, jeudi à Alger, entre l'Algérie et la Slovaquie dans le domaine de l'enseignement supérieur et des sciences. Le mémorandum a été signé par le Secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Abdelhakim Bentellis, pour la partie algérienne, et le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Science et de l'Innovation, M. Igor Papic, du côté slovène. Après la cérémonie de signature du mémorandum, tenue au siège du ministère en présence de l'ambassadrice de la République de Slovaquie en Algérie, M. Bentellis a précisé que ce mémorandum concernait plusieurs domaines, dont la technologie et l'intelligence artificielle. Il a, à cet égard, rappelé que le ministre du secteur, M. Kamel Baddari, avait convenu, mercredi, avec son homologue slovène de renforcer la coopération et l'échange d'expertises dans ces domaines et de renforcer la mobilité des étudiants et chercheurs entre les deux pays en vue de promouvoir la coopération en matière d'enseignement supérieur, de recherche scientifique et d'innovation. De son côté, le ministre slovène a affirmé la volonté de son pays de renforcer la coopération avec l'Algérie dans divers domaines, soulignant que la signature de ce mémorandum d'entente, étape importante pour le renforcement de la coopération bilatérale dans la recherche scientifique et les sciences, sera suivie d'autres démarches, notamment l'élargissement de la coopération entre les universités slovènes et algériennes.



RÉGULATION BOURSIÈRE

La Cosob prend la présidence du Conseil des autorités arabes

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (Cosob) a pris, jeudi, la présidence tournante du Conseil de l'Union des autorités arabes de valeurs mobilières pour la période 2025-2026, a indiqué l'autorité de régulation dans un communiqué. Cette présidence a été confiée à la Cosob à l'issue des travaux de la 19e réunion annuelle du Conseil, tenue en visioconférence sous la présidence de Youcef Bouzenada, président de la Cosob, avec la participation des dirigeants des autorités de régulation des marchés financiers des 16 pays membres. A cette occasion, M. Bouzenada a exprimé "sa volonté de mettre à profit cette responsabilité pour renforcer davantage la coopération et l'intégration entre les pays membres", selon la même source. Les travaux de la réunion ont permis d'aborder plusieurs thématiques liées à la coopération régionale, à l'échange d'expertises, ainsi qu'aux défis communs tels que les risques cybernétiques, le développement de la fintech et la promotion des principes de durabilité. Les participants ont également partagé leurs expériences dans plusieurs domaines, notamment l'émission de Sukuk islamiques, la promotion de l'inclusion financière, ainsi que les exigences de diligence raisonnable en matière de lutte



contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Le Conseil a adopté à l'unanimité le rapport annuel 2024 et procédé à une évaluation approfondie de la mise en œuvre du plan stratégique 2021-2025, mettant en évidence les réalisations accomplies durant cette période. Les membres ont par ailleurs discuté du plan d'action pour les années 2024-2025 et des mécanismes d'élaboration du prochain plan stratégique 2026-2030, en définissant ses axes prioritaires. La réunion s'est clôturée par l'approbation des états fi-

nanciers audités de l'exercice 2024, du budget prévisionnel, ainsi que du plan de formation 2025 visant à renforcer les compétences des ressources humaines opérant dans les marchés financiers arabes. Créée en 2007, l'Union des autorités arabes de valeurs mobilières est une organisation régionale à but non lucratif regroupant 16 pays arabes, représentés par leurs autorités de régulation financière. Elle œuvre à la coordination des efforts de ses membres en vue de renforcer l'efficacité des marchés financiers de la région.

82e SESSION DE FORMATION DE CLUB DE PRESSE

Ooredoo forme les journalistes sur la technologie 5G

Ooredoo Algérie, a organisé, jeudi dernier au niveau de son institut de formation AKADI-MIA sis à Hydra-Alger, la 82me session de formation de son club de presse sous le thème « La technologie de 5G » au profit des journalistes algériens professionnels et animée par Dr. All Kahlane, Expert en stratégie digitale et Innovation, et des cadres de la direction Technologie de Ooredoo. Lors de sa présentation, Dr. All Kahlane a présenté la 5G comme une technologie de pointe qui offre un très haut débit et une faible latence, révolutionnant les divers usages dans divers domaines d'activité. Elle est considérée comme une rupture technologique vers la prochaine ère, où elle intègre les usages Cloud, l'Intelligence Artificielle (IA), l'Internet des Objets (IoT) et la réalité virtuelle/augmentée, répondant aux attentes des clients et aux défis des marchés de demain. Selon l'Expert, elle promet un service sans couture l'échelle planétaire entant que première norme internationale harmonisée. Dr. Ali Kahlane a tenu à expliquer davantage les horizons d'utilité que la technologie de la 5G ouvrira, notamment dans les villes Intelligentes, où elle permettra une gestion du trafic en temps réel, une gestion énergétique op-

timisée et un stationnement intelligent. En agriculture Intelligente, elle facilitera la surveillance des cultures, la gestion du bétail, l'optimisation des ressources en eau et la prévention des maladies des plantes. Quant à l'industrie, elle l'avancera en industrie 4.0, où elle soutiendra l'automatisation des lignes de production, la maintenance prédictive, la gestion des chaînes d'approvisionnement et le contrôle qualité automatisé. Dans le domaine de la santé, la 5G améliorera la télémédecine, la surveillance des patients, la gestion des dossiers médicaux et l'assistance robotique chirurgicale. Enfin, et dans l'éducation, elle renforcera l'enseignement à distance, l'usage de la réalité virtuelle pour l'apprentissage, la gestion des ressources éducatives et la collaboration en temps réel. Dans une seconde partie de la présentation, Dr. All Kahlane a abordé un point significatif sur l'importance de l'IA pour les télécoms. Selon l'expert, l'intelligence artificielle (IA) constitue un enjeu majeur pour les télécoms face à trois défis: l'explosion du trafic data, les attentes accrues des clients pour la vitesse et la fiabilité, et la montée des cyberattaques. L'IA répond à ces enjeux en optimisant les infrastructures pour éviter la satura-

tion, en automatisant les opérations réseau pour réduire les coûts, et en offrant une protection avancée contre les cybermenaces grâce à l'analyse en temps réel des comportements suspects et à la détection automatique des intrusions. Elle améliore également l'expérience client avec des chatbots disponibles 24/7, une personnalisation des offres via l'analyse des habitudes d'utilisation, et un support technique automatisé pour réduire les temps d'attente. En outre, l'Expert a expliqué la façon dont l'IA optimise les coûts et l'efficacité énergétique, et cela en ajustant la puissance des antennes et en planifiant des maintenances préventives, réduisant ainsi l'empreinte carbone des télécoms. D'après lui, l'IA prépare l'avenir avec la 5G, en gérant intelligemment les appareils connectés (IoT, smart cities) et en optimisant les performances réseau grâce à des réseaux autonomes capables de s'autoréparer. Dans les smart cities, l'IA renforce la connectivité entre les services urbains (transports, énergie, sécurité), améliorant la qualité de vie des citoyens tout en sécurisant les communications. En somme, l'IA est un levier stratégique pour des réseaux plus performants, sécurisés et centrés sur le client.